

## La collecte de la mémoire : le recueil d'archives orales

*Ce dossier a été réalisé par Florence Le Corre et Cécilia Ratignier, Centre de ressources documentaires de l'INP, à l'issue du séminaire de formation permanente organisé par l'Institut national du patrimoine et dirigé par Jean-Marcel Humbert, conservateur général du patrimoine, Inspection générale des musées, Direction des Musées de France et Bruno Leroux, directeur historique, Fondation de la Résistance : « Les musées de la Résistance, de la Déportation et de la Seconde guerre mondiale. La collecte de la mémoire : méthodologie et valorisation » qui s'est tenu à Paris, du 2 au 4 février 2009. Ce dossier intègre d'autres textes accessibles sur internet que ceux réalisés pour le séminaire.*

*Un dossier documentaire imprimé est consultable  
au Centre de ressources documentaires de l'INP, sur rendez-vous :  
2, rue Vivienne – Galerie Colbert 75002 Paris – Tel : 01 44 41 16 45 – sur rendez-vous  
[www.inp.fr](http://www.inp.fr)*

*La Bibliothèque numérique de l'INP  
N° 16  
Juillet 2009*

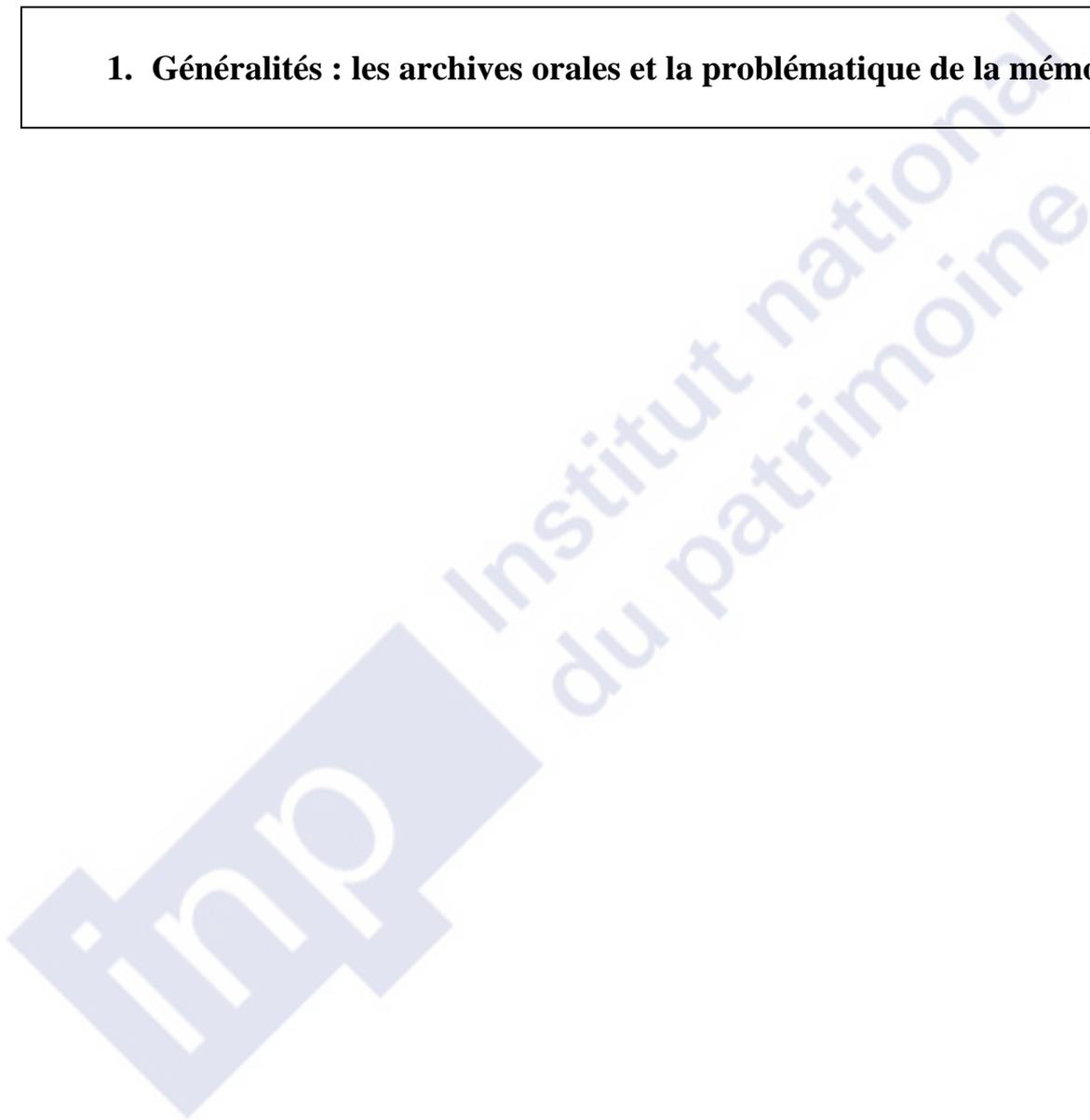


## SOMMAIRE

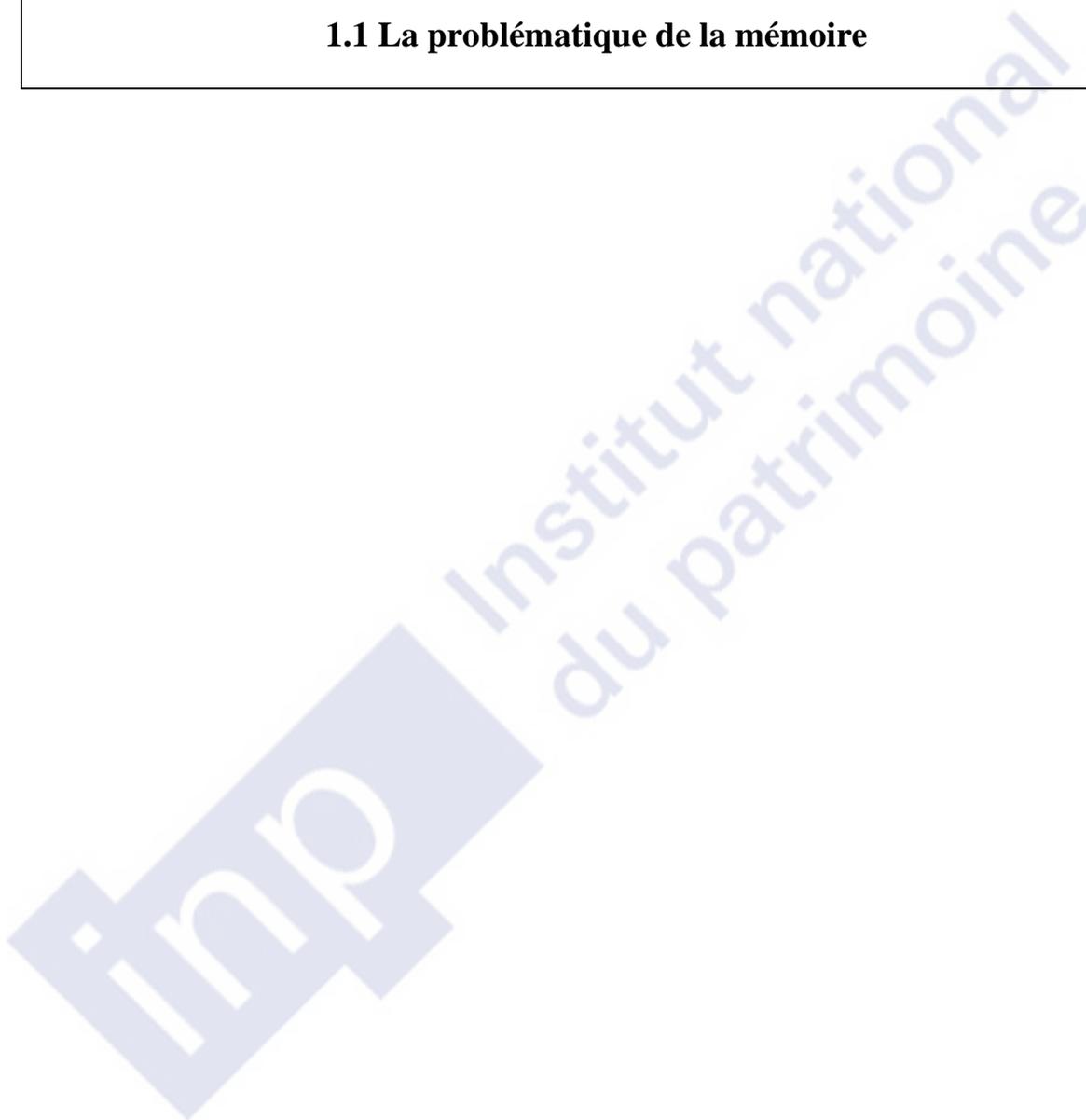
<b>1. Généralités : les archives orales et la problématique de la mémoire</b>	p.5
<b>1.1 La problématique de la mémoire</b>	p.6
.La mémoire et l'histoire. Robert Frank, 1992.	p.7
.De la patrimonialisation de la mémoire ? Michel Rautenberg, 2009.	p.8
<b>1.2 Les archives orales</b>	p.15
. Les archives orales : de la collecte à la valorisation. Compte rendu des troisièmes journées d'études de l'ADAL, 2002.	p.16
.Archives orales et recherche contemporaine : une histoire en cours. Vincent Duclert, 2002.	p.17
.La parole entre archive et média. Marie-France Calas, 2003.	p.18
.Publications ayant trait à l'histoire orale et aux archives orales. Florence Descamps, 2009.	p.19
<b>2. Exemples de collecte des témoignages oraux liés à la préservation de l'Histoire</b>	p.24
.La constitution d'un fonds d'archives orales. Fondation pour la Mémoire de la Déportation, 2008.	p.25
.Analyser un fonds de témoignages audiovisuels de survivants des camps nazis. Hélène Wallenborn, 2006.	p.26
.Utilisation croisée de corpus oraux sur la guerre d'Algérie. Hélène Bracco, 2008.	p.27
.Interroger l'histoire et l'actualité des descendants d'Arméniens : la création d'une collection sonore aux archives départementales des Bouches-du-Rhône et à la phonothèque de la maison méditerranéenne des sciences de l'homme. Corinne Cassé ; Laetitia Nicolas, 2008.	p.28
.Etude de la migration corse au 20 <sup>e</sup> siècle à Marseille : l'apport du témoignage oral. Marie-Françoise Attard-Maraninchi, 2006.	p.29
<b>3. La méthode de la collecte</b>	p.30
.Présentation de la méthode. Florence Descamps, 2009.	p.31
<b>4. La méthode de documentation des entretiens</b>	p.33
.Documentation d'une collection de témoignages oraux. Florence Descamps, 2009.	p.34
.Fiche chrono thématique. Florence Descamps, 2009.	p.35
.Guide indicatif de saisie des fiches chrono thématiques. Florence Descamps, 2009.	p.37
<b>5. La question des droits</b>	p.41
.L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation. Florence Descamps, 2007.	p.42
.L'utilisation des corpus oraux à des fins culturelles : quels contrats mettre en œuvre ? Ludovic Le Draoullec, 2006.	p.43
.Journées d'étude MMSH. La valorisation de archives sonores : le documentaliste, le juriste et le chercheur. Michèle Battisti, 2006.	p.44

<b>6. Inventaire des fonds sonores</b>	p.45
.Inventaire des fonds sonores édités patrimoniaux dans les collections publiques en France. Pascal Cordereix ; Elisabeth Giuliani, 2008.	p.46
.Vers un inventaire collectif des collectes sonores de terrain à caractère folklorique et ethnographique conservées à la Bibliothèque nationale de France, au Centre de recherche en ethnomusicologie (CREM)- Musée de l'homme, au Musée national des arts et traditions populaires (MUCEM) et au Musée Guimet. Pascal Cordereix, 2008.	p.47
.Archives sonores du patrimoine oral en France : où consulter ? Véronique Ginouvès, 2007.	p.48
<b>7. La valorisation des fonds sonores et audiovisuels</b>	p.49
.Mettre à disposition ou réutiliser des corpus sonores et audiovisuels en SHS. Florence Descamps, 2008.	p.50
.Et si on ajoutait l'image au son ? Quelques éléments de réflexion sur les entretiens filmés dans le cadre d'un projet d'archives orales. Florence Descamps, 2005.	p.51
.L'utilisation du témoignage oral au CHRD. Chantal Jorro, 2008.	p.52
.Valorisation de l'archive sonore à la phonothèque de la MMSH. Véronique Ginouvès ; Jean-Christophe Peyssard, 2005.	p.54
<b>Orientation bibliographique</b>	p.55

**1. Généralités : les archives orales et la problématique de la mémoire**



## **1.1 La problématique de la mémoire**



**La mémoire et l'histoire. Robert Frank.**  
***Cahier de l'Institut d'histoire du temps présent, Paris, n°21, 1992***  
<http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php%3Farticle233&lang=fr.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



## De la patrimonialisation de la mémoire ?

### La revitalisation du mythe ouvrier par la mémoire et le patrimoine : l'ouverture de Culture commune à Loos-en Gohelle

Culture commune une association intercommunale d'une trentaine de communes créée en 1990 autour de Lens, un bassin de population de 700 000 hab au sud de Lille. Elle s'est installée sur un ancien carreau de mine, le 11/19 en 1998 en ouvrant la Fabrique théâtrale de la Base 11/19. Label Scène nationale par le ministère de la culture en 1999.

Dès le départ quelques idées force : une offre artistique très large allant de la valorisation du patrimoine et de la mémoire aux arts de la rue et au multimédia ; une collaboration avec les structures socioculturelles, associatives, pédagogiques du territoire ; un accent particulier (et militant) sur la culture populaire et ouvrière.

Un lieu très fort : ancien carreau de mine ayant conservé 2 chevalements, un métallique et un en ciment ; proximité immédiate des « plus hauts terrils d'Europe » ; une restauration très respectueuse des traces et stigmates du lieu (carreaux, crochets, tuyauterie etc.). Installation de la Fabrique dans l'ancienne salle des pendus.

La multiplication des citations du lieu au passé minier et ouvrier n'échappe à personne : « Bienvenu sur le carreau » titre Téléràma (2/09/98) ; « les artistes vont au charbon » titre l'Humanité (03/04/99) ; à nouveau Téléràma : « Cyberculture en sol mineur » (17 mars99) ; le carreau, temple des arts (journal des maires, mai 2000) etc.

Derrière un engagement politique et culturel fort qui sera souvent celui des artistes qui s'engagent dans des lieux comme Culture Commune, qui s'exprime par exemple dans l'assimilation de l'artiste à l'ouvrier (« à l'ouvrier » comme le dit la directrice d'un autre lieu de la région, le Boulon) ; on devine, dans les articles de presse qui paraissent au moment de l'inauguration, ce qui va devenir un lieu commun de la presse dite culturelle et de nombreux acteurs plus institutionnels de la culture :

- une complaisance parfois un peu douteuse pour des paysages gris, « sales ». (Ce qui contraste avec ce qui m'a le plus frappé dans le Nord : la netteté de la lumière qui rend les couleurs plus franches, l'importance de la nature dans les paysages industriels...).
- Une espèce de morbidité plus ou moins romanesque dans le pathos attaché à l'image de la mine, plus ou moins inspirée par *Germinal* : un enfer dont les hommes sortaient brisés mais plus riches d'une grande humanité...des héros !
- On lit aussi une nostalgie de l'époque industrielle dans le vocabulaire des lieux (la « Fabrique », mais aussi dans les noms de lieux comme le LU (Lieu Utile de Nantes) ou le Boulon à Vieux-Condé, dans l'insistance chez de nombreux metteurs en scène à préférer parler de leur « travail » qui est souvent « besogneux » plutôt que d'art et d'œuvres.

A Loos-en-Gohelle, cette revitalisation de la mythologie ouvrière et minière sera mise en scène par les spectacles donnés par les artistes invités, par le traitement esthétique des lieux, mais aussi par la dimension explicitement politique de nombreux spectacles et le souci de recueillir la mémoire ouvrière dans sa plus large expression, c'est à dire en y intégrant les immigrés d'Afrique du nord et les femmes.

Derrière la mythologie, une autre réalité, progressivement, se fait jour dans les spectacles présentés par Culture commune : la dureté des conditions de travail cachent une autre dureté, celle de l'ostracisme organisé autour des mineurs algériens et marocains ; le racisme derrière

des expressions toutes faites : « au fond, on est tous noirs » ; le corps outil (une constante dans les « non-représentations » du monde ouvrier) révélé par certains spectacles mieux que par les témoignages ; l'angoisse de descendre au fond. (Ces derniers points faisant l'objet, récemment, également d'études et d'expositions au musée de Lewarde).

Culture commune va nous servir de fil conducteur pour illustrer la question des liens entre mémoire et patrimoine. La mémoire est un phénomène psychique et social. Elle relève de nos compétences cognitives, elle renvoie chacun d'entre nous à des émotions, des affects, des souvenirs ; elle nous permet d'interpréter le monde en reliant l'événementialité du présent aux expériences vécues ou transmises. Elle deviendra une ressource pour la patrimonialisation.

## La mémoire psychique

Dans son ouvrage *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paul Ricœur rappelle que la mémoire est toujours mémoire de quelque chose. Il n'y a pas de mémoire abstraite. Il ajoute que la mémoire est un phénomène éminemment réflexif : on dit toujours « je me souviens » ou bien « je me rappelle ». La mémoire est distincte d'un autre phénomène psychique avec lequel on la confond souvent, l'imagination. La mémoire est guidée par une intentionnalité qui va vers des époques antérieures, vers des faits qui se sont déroulés, alors que l'intentionnalité de l'imagination est portée par la fiction. À y bien regarder, nous n'avons pas d'autres ressources pour nous situer dans un temps qui passe que d'avoir recours à la mémoire ou à ses artefacts (que Paul Ricœur nomme mémoires artificielles, expression qui avait déjà été utilisée par André Leroi-Gourhan), et à toute mémoire est attachée la volonté d'être fidèle au passé. La mémoire a une ambition « vériditative » nous dit Ricœur qui la distingue fondamentalement de l'imagination.

Ensuite, nous dit-il, il faut distinguer entre mémoire et souvenir. Le souvenir est la chose visée par la mémoire, sa forme est discrète et ses contours plus ou moins précis. Au souvenir, nous dit-il, rappelant Bergson, nous allons attacher une date, un lieu, un événement. Le souvenir ne peut pas se répéter. Il est unique. La mémoire, elle, est un processus plus ou moins volontaire, quelque chose comme un chemin qui peut ne pas être conscient.

Enfin, il distingue, avec le philosophe américain Casey, 1) ce qu'il appelle les « faire penser », les pense-bêtes qui sont comme des béquilles nous aidant à nous souvenir ; 2) la réminiscence qui fait revivre le passé en l'évoquant à plusieurs (mais qui peut aussi être éveillée par un livre, par un film...) ; 3) la reconnaissance qui agit comme un flash favorisant l'association entre un événement présent et une image mentale. Nous voyons ainsi que la mémoire est un processus, un exercice de l'esprit. « Se souvenir, nous dit Ricœur, c'est non seulement accueillir, recevoir une image du passé, c'est aussi la chercher, c'est *faire* quelque chose » (p. 67).

Prenons trois exemples. **Le « faire penser »**, c'est la liste de commission, c'est l'agenda. La liste de commission, nous pouvons l'écrire, ou nous pouvons tenter de nous en souvenir. Dans ce cas, nous organiserons notre liste par rayon dans le magasin (c'est le plus pratique), ou par ordre alphabétique (pratique pour se souvenir, mais difficile pour trouver les produits). **La réminiscence**, c'est la discussion entre anciens syndicalistes des Houillères, ce sont les repas des anciens où s'échangent les souvenirs des uns et des autres. **La reconnaissance**, c'est tel ancien mineur qui croise dans la rue quelques années après la guerre le porion que l'a dénoncé à la Gestapo : en une seconde, plusieurs années de sa vie reviennent qu'il avait en partie enfouie dans sa mémoire.

Le passage à la mémoire collective arrive tout naturellement : les « faire penser », les réminiscences et la reconnaissance nécessitent que la mémoire soit socialisée : on ne se souvient pas tout seul, le processus de remémoration appelle à l'échange, à la communication.

## Mémoire, espace, lieux

Avant d'aborder la mémoire collective et le patrimoine, il est nécessaire de préciser les liens étroits entre mémoire, espace et matière (l'ouvrage fondateur de l'analyse des phénomènes de mémoire s'intitulait *Matière et mémoire*, ouvrage du philosophe Henri Bergson). La mémoire nous relie au monde et aux hommes, elle installe un ensemble de correspondances entre notre psyché et le monde. Or, ces correspondances s'appuient sur des modèles cognitifs qui sont pour beaucoup d'entre eux des métaphores spatiales, pour beaucoup d'autres des points d'accroche de souvenirs : lieux, édifices, objets. Nous allons voir que la construction d'une mémoire individuelle et sociale passe par la spatialisation cognitive et pragmatique des souvenirs.

L'historienne de l'art Frances Yates a montré comment la mémoire des lieux était un puissant instrument de remémoration pour organiser ses idées en l'absence d'écriture. Dans son ouvrage « *L'art de la mémoire* », Frances Yates rappelle toute l'importance qu'ont eue les arts mnémotechniques, dans l'antiquité jusqu'à Giordano Bruno. Pendant des siècles, jusqu'au développement de l'imprimerie, la qualité de la mémoire a été primordiale pour toute transmission des événements, des valeurs, pour l'éducation. Dans la suite de la tradition aristotélicienne et pour les besoins de l'art oratoire, Grecs et Romains ont mis au point diverses techniques mnémoniques qu'on a appelées « l'art de la mémoire » (*ars memoriae*). La première de ces techniques, celle dont parle par exemple Cicéron, consistait à inscrire dans la mémoire un certain nombre de lieux, les *loci*, auxquels étaient associées des images. Les *loci* devaient être aisément mémorisables, il fallait donc privilégier des lieux bien connus. Les images qui leur étaient associées devaient représenter ce dont nous voulions nous souvenir (Yates : 18). Frances Yates rappelle les propos du Romain Quintilien qui vont faire référence : « Pour former une série de lieux dans la mémoire, il faut se rappeler un bâtiment, aussi spacieux et varié que possible, avec l'atrium, la salle de séjour, les chambres à coucher, les salons, sans omettre les statues et les autres ornements qui décorent les pièces ; les images qui doivent rappeler le discours (Quintilien donne l'exemple d'une ancre ou d'une arme) sont alors placées en imagination dans les lieux qui ont été mémorisés dans le bâtiment. Quand il s'agit de raviver la mémoire des faits, on parcourt tous ces lieux tour à tour et on demande à leur gardien ce qu'on y a déposé » (Yates : 34). Les *loci* sont fixes, propres à chacun, ils sont comme les rayons d'une bibliothèque mentale dont on connaîtrait parfaitement la disposition ; dans les rayons de la bibliothèque on range les images dont on a besoin, et celles-ci resteront présentes pour autant qu'on les utilise. Ces images fonctionnent, nous dit Frances Yates, comme des « fiches » effaçables sur lesquelles on a inscrit les informations à se souvenir.

Cet art de la mémoire nous montre une chose essentielle : la mémoire peut être structurée dans notre esprit comme un vaste espace organisé avec ses lieux, ses croisements, ses avenues ou ses couloirs. Un autre auteur tout à fait fondamental pour comprendre la construction de la mémoire collective, Maurice Halbwachs, ne dira pas autre chose. Dans son ouvrage *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*, il expliquait comment, à partir du 4<sup>ème</sup> ou 5<sup>ème</sup> siècle, et afin de satisfaire aux questions des pèlerins, l'Eglise va créer de toute pièce des lieux où Jésus aurait séjourné. Ainsi le Chemin de croix est reconstitué avec ses stations, jusqu'au mont des Oliviers<sup>1</sup>. Ce travail de l'Eglise pour inscrire dans l'espace le récit de la vie

---

<sup>1</sup> cités par Freddy Raphael, in Yves Deloye et Claudine Laroche, 2004, *Maurice Halbwachs, Espaces, mémoires et psychologie collective*, ss la dir, Publications de la Sorbonne

de Jésus correspond à la mise en place d'un cadre cognitif qui va ordonner le récit mythique. Les paysages de montagne des vallées alpines (par exemple le monastère d'Abondance, en Haute Savoie) ou de Toscane seront ainsi assimilés aux paysages de Galilée ou au mont des Oliviers de la Passion du Christ. L'histoire sainte sera apprise par les croyants grâce à l'inscription des événements de la vie de Jésus dans ces paysages familiers qui représentent de façon homothétique les paysages de la Terre sainte.

Que se passe-t-il dans un spectacle théâtral qui rappelle le travail ouvrier, par exemple Base 11/19 de Guy Allouche ? La scène ne ressemble en rien à un carreau de mine, pourtant tout le monde la devine derrière tel portique, tel câble auquel une artiste se pend, ou telle représentation d'une cage d'ascenseur. Pour être compris, le metteur en scène représente les lieux en les emblématisant par un objet ou une image que tout le monde comprend. La scène devient une métaphore de la mine afin de porter le discours de mémoire et de dénonciation des conditions de travail. La scène fonctionne un peu comme cet « art de la mémoire » de Frances Yates en associant des histoires à des lieux reconstruits sensés représenter une réalité vécue. Et de lieu de la scène en lieu de la scène, le spectacle se déroule en racontant l'histoire des mineurs.

### **La mémoire collective**

La mémoire collective ressort de ce que nous avons dit. Elle est faite des mémoires individuelles qui s'associent les unes aux autres, de réminiscences partagées dans l'échange social, elle a une « ambition véridique », comme le dit Ricoeur, qui est plus ou moins claire. Comme la mémoire individuelle, elle s'appuie sur des constructions cognitives et sociales partagées, sur des instants ou des lieux plutôt ritualisés ou symboliques.

Mais elle est surtout un phénomène social qui permet aux sociétés de se reproduire, aux échanges sociaux de s'organiser et de se stabiliser dans le temps. En fait, pour le sociologue, l'anthropologue ou l'historien, la mémoire est toujours un phénomène social, que le souvenir soit construit et partagé collectivement, ou qu'il relève d'une expérience individuelle : Maurice Halbwachs nous a appris que celle-ci inscra en nous sa marque selon des modalités socialement produites et transmises, et que c'est en échangeant avec d'autres que nous organisons notre mémoire. La mémoire minière existe ainsi quand les mineurs se rencontrent, partagent leurs souvenirs. C'est d'abord à travers la parole que la mémoire collective de la mine se construit progressivement, se transforme.

Une autre des caractéristiques de la mémoire, qu'elle soit individuelle ou collective, est son caractère fluctuant, mouvant, lié pour une bonne part à sa dimension sociale : la réminiscence se construisant dans l'échange, la mémoire sera fortement influencée par les contextes successifs de sa transmission et de son énonciation. Les spectacles donnés à la Fabrique constituent l'un de ces contextes parmi d'autres.

Nous l'avons dit, la mémoire n'est pas l'imagination. Ce qu'elle transmet est sensé rappeler quelque chose du passé dans le présent, même si le processus de réminiscence agit bien dans le sens inverse : du présent vers le passé. C'est à partir du présent, du contexte du présent que nous allons rechercher dans le passé des images du passé. Dans les processus mémoriaux, le présent appelle le passé. Le présent, c'est le moment où l'on parle, le lieu de la remémoration, les personnes avec lesquelles nous nous souvenons ; mais c'est aussi ce que Halbwachs appelait les « cadres sociaux de la mémoire », c'est à dire que selon notre appartenance sociale, nos croyances, notre culture, nous ne nous rappellerons pas du même passé, même en ayant vécu les mêmes choses. C'est en cela que la mémoire est un « travail » comme le dit Ricoeur, un travail individuel et un travail collectif. L'art, le recueil de mémoire, le musée, participent tous à ce travail qui est processuel, contradictoire, plus ou moins cumulatif et sélectif.

## Transmission de la mémoire et patrimoine

La question qui vient alors est celle des modes de transmission de la mémoire et, plus largement, du passé. De par sa nature, la mémoire est instable, influençable, fluctuante au gré des circonstances. Or une société a besoin, pour se reproduire, d'assurer sa continuité. Cette continuité s'exprime dans des institutions comme la famille, l'école, l'Etat ou l'Eglise qui toutes participent à la production de la mémoire collective d'une famille, d'une génération, des citoyens ou des croyants<sup>2</sup> ; elle peut aussi s'exprimer dans des « institutions de mémoire » que sont les bibliothèques, les monuments historiques ou les musées<sup>3</sup>.

Avant la généralisation de l'imprimé et l'apparition de la société de communication que nous connaissons, d'autres instances jouaient un rôle important. Dans les sociétés antiques, nous avons vu le rôle de l'art de la mémoire. Dans les sociétés rurales traditionnelles, ou dans les sociétés traditionnelles africaines ou océaniques, la mémoire du groupe était largement assurée par quelques personnes ressources, souvent certaines femmes dans les sociétés rurales françaises<sup>4</sup>. Elles savaient les alliances, les filiations, les histoires plus ou moins sombres que le groupe avait traversé. L'écrit n'intervenait qu'en dernier ressort. Plus généralement, c'est une chose que les ethnologues connaissent bien : pour connaître l'histoire d'une communauté rurale ou d'un groupe social, la bonne voie est généralement de parvenir à identifier la personne qui joue ce rôle de « porteur de mémoire » du groupe.

Une autre manière d'instituer la mémoire du groupe est d'investir l'espace vécu par la mémoire collective : la toponymie tient ici une place essentielle, mais aussi les croix, les plaques commémoratives, les bouquets de fleurs. Nous retrouvons bien sur ce que nous venons de dire sur les liens étroits entre mémoire et espace. Voyons par exemple cette pratique qui s'est développée depuis une quinzaine d'années, de poser des bouquets de fleurs sur le bord des routes, à l'endroit où un être cher a été victime d'un accident. Pratique « sauvage », qui s'est répandue me semble-t-il depuis le sud de la France, mais de plus en plus fréquente. Il s'agit de commémorations privées, mais aussi d'instituer l'endroit comme lieu de mémoire où la peine de quelques uns est unie à la collectivité. Les exemples de cette pratique sociale de socialisation de la mémoire par l'espace sont innombrables.

On a parfois moqué notre propension française à la commémoration, s'arrêtant sur l'aspect rituel et politique de la chose. On a moins souvent souligné que ces pratiques commémoratives sont aussi des moyens d'organiser socialement le temps, c'est à dire d'inscrire la mémoire d'un groupe dans le temps collectif, de produire des repères dans un temps social qui nous semble de plus en plus tendu. Ces ritualisations, qu'elles soient institutionnelles ou plus spontanées, contribuent à organiser la durée, à produire des alternatives à l'immédiateté qui est l'une des caractéristiques de l'époque. Elles sont aussi des moyens pour structurer l'espace par autre chose que les instruments fonctionnels qui se sont multipliés avec la modernité communicationnelle que nous connaissons. Cet espace commémoratif correspond à notre désir profond de ne pas être enfermés dans une pratique strictement fonctionnelle de l'espace, de reconstruire ses dimensions symboliques, affectives, émotives.

A travers ces pratiques commémoratives qui ordonnent socialement le temps qui passe et l'espace, nous voyons se profiler quelque chose de peut-être plus vaste, plus profond.

---

<sup>2</sup> Soulignons que nous restons dans le cadre de la conception halbwachsiennne de la mémoire, qui reste très influencée par les cadres théoriques posés par Durkheim, tel le rôle central des institutions dans la reproduction sociale.

<sup>3</sup> Le rôle des « institutions de mémoire » dans la construction d'une mémoire collective a été bien souligné par Gérard Namer, 1987, *Mémoire et société*, Méridiens Klincksieck

<sup>4</sup> Par exemple Françoise Zonabend, 1980, *La mémoire longue*, PUF

Produire des repères temporels et spatiaux, mettre en œuvre des processus qui vont permettre de les préserver et de les transmettre dans le futur, collectiviser des événements plus individuels ou relevant d'un seul groupe : nous ne sommes pas loin du patrimoine. Aujourd'hui, dans un monde saturé d'images, de textes, d'informations, la mémoire a changé de statut. Il est moins important de se souvenir puisque nous avons les livres, Internet, un véritable culte des archives. Les « porteurs de mémoire » existent de moins en moins, ils ont été remplacés par une profusion d'instances médiatiques et culturelles. Pourtant les commémorations minuscules qui s'exprimeront en posant ici un bouquet de fleur, année après année ; les actions collectives pour empêcher la démolition d'un immeuble ; l'investissement non démenti de nos contemporains dans les associations patrimoniales ou le succès des Journées du patrimoine indiquent une même chose : la production collective de la mémoire et du patrimoine n'est pas une « mode », ce n'est pas un instrument de contrôle social et politique, c'est un mouvement profond de ré-appropriation collective du temps et de l'espace social dans lequel la société et les institutions se rencontrent.

### **L'extension du patrimoine**

Pourtant, même si mémoire et patrimoine ont bien des points communs, le patrimoine a une toute autre origine, à la fois juridique et politique. La patrimonialisation va instituer un passé, elle est le processus par lequel divers vestiges matériels ou immatériels vont être sauvegardés pour les transmettre parce qu'un groupe ou une société va considérer qu'ils sont importants pour son identité. La patrimonialisation de la mine va ainsi être un enjeu considérable pour identifier la bonne légitimité institutionnelle de la protection : à Saint-Étienne existent 4 musées de la mine : celui des ingénieurs, celui de la CGT, celui des porions et des cadres moyens, et celui d'un seul homme, lui même ancien mineur. Et en complément, on a les protections au titre des monuments historiques qui indiquent les choix de l'Etat.

Depuis ses origines, le patrimoine a partie liée avec le droit en instaurant un régime de succession et de règles d'héritage, il est ainsi indexé à la transmission entre les générations ; et il a aussi partie liée avec le politique en étant utilisé comme instrument de légitimation du pouvoir, en étant constitué d'un ensemble de biens matériels et symboliques qui permettent à un pouvoir de s'inscrire dans la durée.

Depuis la Révolution française, le patrimoine s'est progressivement étendu à des ensembles de plus en plus variés d'objets matériels et immatériels. Il est sorti du cadre de la culture pour investir très largement notre environnement au point de devenir l'une des principales caractéristiques de notre modernité. La patrimonialisation de la mine a été instituée à partir de l'assimilation des carreaux et des chevalements -cela est net dans le vocabulaire employé pour les désigner- à des « églises », à des « cathédrales ». Puis elle a touché le paysage avec les terrils et les cités ; à Loos-en-Gohelle des édifices considérés comme esthétiquement négligeables comme le chevalement en béton des années 50 ont pu être protégés ; depuis quelques années, ce sont les récits de mineurs et de leurs familles qui sont recueillis, mis en spectacle, conservés dans le centre ressource de Culture Commune. La patrimonialisation ne concerne plus seulement les édifices et les objets, elle concerne les paysages (projet d'inscription par l'Unesco), et ce que nous pourrions appeler les « texte de mémoire ». Sur le bassin minier, la patrimonialisation est globale, à la fois culturelle, économique, environnementale. Elle est désormais un outil destiné à donner de la valeur au territoire.

Le patrimoine n'est plus seulement l'un des registres de l'histoire, il est devenu une valeur en soi qui exprime la nécessité humaine de la préservation et de la transmission. Il a été éminemment politique depuis la Révolution, il est dorénavant de plus en plus « social » et il sort des cadres institutionnels traditionnels. C'est dans cette tension entre

l'institutionnalisation patrimoniale et la production sociale du patrimoine que nous devons comprendre les phénomènes actuels de patrimonialisation<sup>5</sup>. C'est dans ce cadre que nous devons interroger les relations entre mémoire et patrimoine : la mémoire comme une pratique essentiellement sociale et cognitive qui peut se transformer en objet patrimonial (en interrogeant la notion ambiguë de « devoir de mémoire ») ; le patrimoine comme procédure et comme valeur orientées par une aspiration collective à préserver et à transmettre, mise en œuvre par une institution publique ou par des pratiques sociales ordinaires, qui va lui même alimenter la mémoire individuelle et collective.

Pour conclure, je dirai que la mémoire s'inscrit dans une continuité symbolique et affective entre l'objet dont on fait mémoire et l'expression de cette mémoire (même quand on se souvient de choses qu'on croit à tort avoir vécues) : c'est pour cela que les personnes racontent ce qu'elles ont vécu à l'ethnologue ou à l'historien. Le passé qu'exprime la mémoire est encore « chaud », affectif ; alors que la patrimonialisation « refroidit » l'histoire vécue comme le souligne Jean-Louis Tornatore, elle aboutit à transformer un objet qui a existé dans un temps qui est passé en une représentation présente du passé, matérielle ou immatérielle. Cette transformation de l'objet induit qu'aie eu lieu une « rupture » qui le fera passer d'un statut à un autre (l'objet patrimonialisé entrant dès lors lui même dans un nouveau registre d'historicité, par exemple en se transformant en destination touristique, économique, culturelle). Cependant, Jean-Louis Tornatore, note que bien souvent mémoire et patrimoine s'entremêlent. Une analyse partant des acteurs et de leurs pratiques met plutôt en évidence des formes d'engagement, des stratégies d'accession à l'espace public, de construction de « communautés imaginées ». Il apparaît que, plutôt que de s'opposer, mémoire et patrimoine se nourrissent réciproquement dans les pratiques et les représentations : la mémoire collective est patrimonialisée et artialisée, alors que l'art et le patrimoine nourrissent en retour la production mémorielle.

#### Références bibliographiques

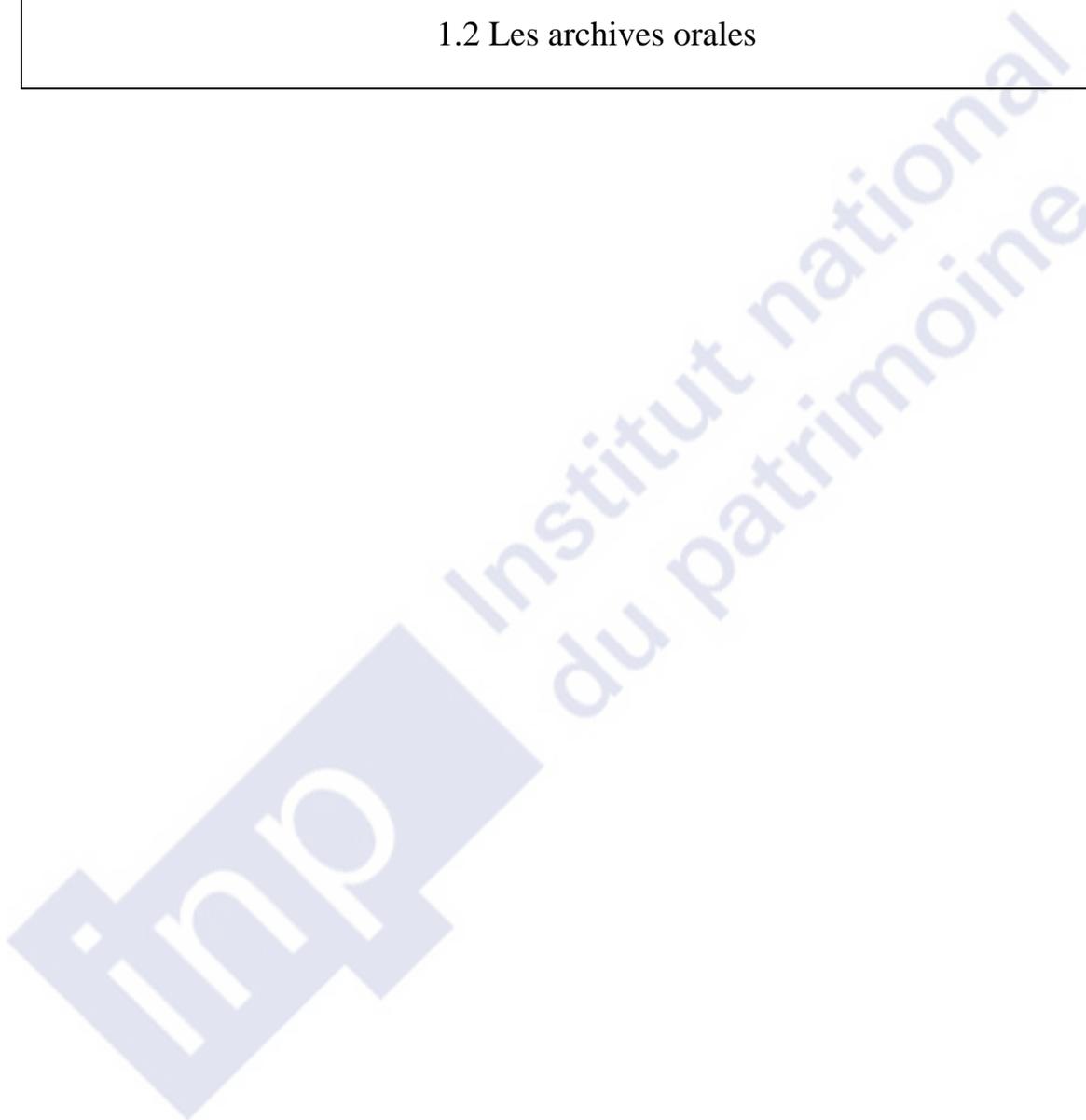
- Joël Candau, 1998, *Mémoire et identité*, PUF  
Françoise Choay, 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Le Seuil  
Frances Yates, 1987, *L'art de la mémoire*, Gallimard  
Hervé Gléverec, 2003b, « Le nouveau régime d'historicité porté par les Associations du patrimoine », *Colloque « les Usages politiques de l'Histoire dans la France contemporaine des années 70 à nos jours »*, Université Paris I, Paris, 25-26 septembre.  
Maurice Halbwachs, 1968, *La mémoire collective*, PUF  
Dominique Poulot, 1998, « Le patrimoine et les aventure de la modernité », in Poulot, dir, *Patrimoine et modernité*, l'Harmattan, p 7-67.  
Michel Rautenberg, 2003, *La Rupture patrimoniale*, Editions A la Croisée.  
Paul Ricoeur, 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil  
Jean Louis Tornatore, s d, « Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale. De quelques manières d'accommoder le passé », [http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/12/29/98/PDF/Les\\_formes\\_d\\_engagement\\_ds\\_le\\_pat\\_-\\_Version\\_Hal\\_SHS.pdf](http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/12/29/98/PDF/Les_formes_d_engagement_ds_le_pat_-_Version_Hal_SHS.pdf)

Michel Rautenberg  
Université de Lyon, 42023  
CNRS-Modys, UMR 5264  
Université Jean Monnet-Saint-Etienne.

---

<sup>5</sup> C'est l'essentiel du propos de mon ouvrage, *La Rupture patrimoniale*, A la Croisée, 2003.

## 1.2 Les archives orales



**Les archives orales : de la collecte à la valorisation. Compte rendu des troisièmes journées d'études de l'ADAL - Association des diplômés d'archivistique de l'université de Lyon.**

*Paroles d'archivistes, n°5, mai 2002*

[http://adal-lyon.fr/IMG/pdf/PAROLE\\_S\\_D\\_ARCHIVISTES\\_2002.pdf](http://adal-lyon.fr/IMG/pdf/PAROLE_S_D_ARCHIVISTES_2002.pdf)

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Archives orales et recherche contemporaine : une histoire en cours. Vincent Duclert.**

*Sociétés et Représentations*, Paris, n°13, 2002, pp. 69-86

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=SR&ID\\_NUMPUBLIE=SR\\_013&ID\\_ARTICLE=SR\\_013\\_0069](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=SR&ID_NUMPUBLIE=SR_013&ID_ARTICLE=SR_013_0069)

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**La parole entre archive et média. Marie-France Calas.**  
**Médiamorphoses, INA, Bry-sur-Marne, n°7, 2003, pp. 53-56**  
<http://hdl.handle.net/2042/23250>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



Publications de Florence Descamps ayant trait à l'histoire orale et aux archives orales:

- 1° « Les archives orales du Comité pour l'histoire économique et financière ou la fabrication d'une source », *Etudes et Documents* III, 1991, Comité pour l'histoire économique et financière de la France (CHEFF), p. 511-531.
- 2° « Une contribution à l'histoire du Plan Marshall : la mémoire des hauts fonctionnaires », Actes du colloque *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, CHEFF, 1993.
- 3° « L'histoire devant le témoignage provoqué, le cas des anciens hauts fonctionnaires des finances », *Recherches Contemporaines*, Paris X-Nanterre, n° 1, 1993, 73-108.
- 4° « Les archives orales dans l'administration française », *ENA mensuel*, n° 278, janvier 1998, p. 35-38.
- 5° « Les comités d'histoire ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche ? », *Etudes et documents* X, Paris, CHEFF, 1999, p. 483-627.
- 6° « Les archives orales du ministère des Finances. Constitution et exploitations », in Actes des journées d'étude *Histoire et archives orales : enjeux et questionnements*, organisées par l'Ecole nationale du Patrimoine et tenues à La Rochelle les 22-24 septembre 1999.
- 7° « Pour une histoire des usagers aux différents âges de la vie : l'exemple de la protection sociale », *Le Mouvement social*, n° 190, janvier-mars 2000, p. 3-8.
- 8° *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France (CHEFF), 2001, 864 p, réédition CHEFF, 2005.
- 9° « Faut-il légiférer sur les archives orales ? », *Revue administrative*, n° 321, 2001, p. 276-281.
- 10° « Exploitation et valorisation des archives orales » et « Les archives orales : propriété intellectuelle et droit des auteurs », in Actes des journées d'étude *Les archives orales dans l'histoire de l'architecture* tenues à Paris à l'Institut français d'architecture, *Colonnes*, n° 20, décembre 2002, p. 20-30.
- 11° « Les sources orales au service de l'histoire de l'éducation spécialisée : objectifs et méthodes », in Actes de la journée d'étude *Mémoire enracinée, mémoire déracinée*, organisée par le CNAHES, tenue les 16-17 octobre 2003 au Centre des Archives du Monde du Travail (Roubaix), CNAHES, Paris, mars 2006, p. 61-78.
- 12° "L'histoire orale, une chance à saisir pour les archivistes et les historiens", Actes de la Journée d'étude *Les archives et l'écriture de l'histoire*, tenue à Genève le 8 novembre 2002,

*Revue suisse d'histoire*, volume 53, 2003, p. 310-318.

13° « Collectionner des voix, collectionner des vies », in Colloque *L'art de collectionner : formes et significations*, tenu à Paris, à la Maison Heinrich Heine les 2 et 3 avril 2004.

14° « Et si l'on ajoutait l'image au son ? Quelques réflexions sur les entretiens filmés », *La Gazette des archives*, n° 196, mars 2005, Paris, p. 95-122.

15° « Mémoire orale et mémoire écrite au ministère des Finances », in Actes des Journées scientifiques de l'AHICF et de l'Association des Archivistes français, *De la série à l'individu. Archives du personnel et archives orales*, tenues à Montpellier les 15 et 16 mai 2003, *La Gazette des Archives*, n° 198, juin 2005, p. 73-92.

16° « Plaidoyer pour les archives orales ou comment faire des archives parlées des archives parlantes », in Colloque CNRS/ EHESS, *Sources et ressources pour les sciences sociales*, 9, 10, 11 décembre 2004, actes publiés sur le site [www.ethno-web.com/evenements](http://www.ethno-web.com/evenements) mai 2005.

17° « Pour une archivisation de la parole en histoire : les archives orales en France », Colloque des 29-30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2005 à Dijon sur « Les archives des sociétés en mouvement : regards croisés d'archivistes et de chercheurs », sous la direction de S. Wolikov.

18° Recension pour la revue *Genèses* de *Quaderni Storicici*, n° 120, 3, décembre 2005, consacrée à l'histoire orale dans le monde (Congrès international de Rome, juillet 2004), p. 161-162.

19° « La place et le rôle du collecteur de témoignages oraux », *Lettre aux Collecteurs de Mémoire*, n° 7, Archives Départementales du Maine-et-Loire, janvier 2006, p. 4-15, *Bulletin de l'AFAS*, n° 28, hiver 2006, p. 1614 et site de l'AFAS <http://www.imageson.org>

20° « Archives orales et entretiens ethnographiques. Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller », *Genèses*, n° 62, « Clientélisme, caciquisme, caudillisme », mars 2006, p. 93-109.

21° *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, septembre 2006, 288 pages.

22° Introduction au florilège du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, *Les voix des Finances, Des hauts-fonctionnaires racontent le vie économique de la France 1945-1969*, Paris, CHEFF, décembre 2006.

23° « Quelques réflexions sur l'actualité de la mémoire orale », in Journée d'étude *Pour une oralité et une mémoire alpine*, organisée par le Conseil général des Hautes-Alpes, Gap, 7 décembre 2007, *Bulletin de l'Association française d'archives sonores*, n° 31, été-automne 2007.

24° Florence Descamps, « L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation », *Histoire@Politique. Politique, culture et société*, N°3, novembre-décembre 2007, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

25° « Mettre à disposition ou réutiliser des corpus sonores et audiovisuels en SHS », Introduction à la journée d'étude du 19 septembre 2008 à Aix-en-Provence, « Collecter, organiser les archives de la recherche en sciences humaines et sociales », organisée avec V. Ginouvès dans le cadre du Programme *Archives des Sciences Humaines et Sociales*, *Imageson.org*, 8 octobre 2008 [En ligne]

<http://www.imageson.org/document1038.html>, visité le 30 octobre 2008.

26° Editorial, *Anchorales INRA, Les métiers de la recherche, Témoignages*, n° 13, octobre 2008, p. 3-4.

27° « De la patrimonialisation de la parole à la patrimonialisation de la mémoire. Mémoires institutionnelles, mémoires de corps. Le cas des archives orales du Corps préfectoral en France », in Françoise Hiraux (dir.), *Les archives audiovisuelles : politiques et pratiques dans la société de l'information*, Académie Bruylant, collection Archives de l'Université catholique de Louvain, 2009, Louvain, p. 51-68.

28° « Oralité, patrimoine et identité : quels usages de la parole enregistrée au XX<sup>e</sup> siècle ? », in Archimages 2008, *Cinéma et audiovisuel : quelles mémoires numériques pour l'Europe ?*, journées d'étude tenues à Paris, à l'INP, les 19-20 novembre 2008, consultable sur le site [http://www.inp.fr/index.php/fr/mediatheque\\_numerique/les\\_publications\\_electroniques/actes\\_de\\_colloque/archimages\\_08\\_cinema\\_et\\_audiovisuel\\_quelles\\_memoires\\_numeriques\\_pour\\_l\\_europe](http://www.inp.fr/index.php/fr/mediatheque_numerique/les_publications_electroniques/actes_de_colloque/archimages_08_cinema_et_audiovisuel_quelles_memoires_numeriques_pour_l_europe)

29° « Mémoire religieuse, patrimoine immatériel du religieux. Pour la constitution d'archives orales de la foi catholique au XX<sup>e</sup> siècle », in « Le patrimoine religieux des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », n° 11, *In situ, Revue des patrimoines*, revue en ligne, ministère de la Culture, octobre 2009.

30° « Mémoire de soi, mémoire des autres. Des archives de la reconnaissance », in JM Berlière et R. Lévy, *L'historien, le sociologue et le témoin. Archives orales et récits de vie : usages et problèmes*, actes du colloque organisé par JM. Berlière et R. Lévy à la BNF les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2007, à paraître en 2010 aux éditions du Nouveau Monde.

31° Notice « Histoire orale » in C. Delacroix, F. Dosse, P. Garcia, N. Offenstadt, *Dictionnaire d'histoire, Notions, concepts, débats*, Paris, Gallimard, collection Tel, à paraître.

32° « Le rôle du témoin », *Lettre aux collecteurs*, Archives départementales du Maine-et-Loire, Angers, à paraître.

33° « Les archives orales. De la prosopographie au monument commémoratif », in *Célèbres ou obscurs. Hommes et femmes dans leurs territoires et leur histoire*, actes du 134<sup>e</sup> Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Bordeaux les 20-24 avril 2009, à paraître.

34° « Une administration au quotidien. Le cercle rapproché des collaborateurs du ministre. Quelques réflexions sur les apports de la source orale », in actes du colloque tenu à Paris les 14-15 novembre 2008, Denise Barriolade, Jean-François Charlet, Françoise Tétard (dir.), *Maurice Herzog 27 septembre 1958- janvier 1966, Un septennat pour l'affirmation d'une politique « Jeunesse et Sports »*, à paraître.

35° « L'histoire orale en France. Etat des lieux et des pratiques. Une spécificité française : les archives orales institutionnelles ? », Université Libre de Bruxelles, SOLAR, à paraître.

36° « Les archives orales dans les organismes et les établissements publics : problèmes juridiques et solutions », actes du séminaire INRA, tenu à Paris, le 2 décembre 2009.

#### Organisation de colloques et de journées d'étude sur les archives orales

1° Journée d'étude *La parole et le droit*, dans le cadre de la Commission Archives Orales du Conseil Supérieur des Archives de France, tenue à Sceaux le 13 octobre 2005 à l'Université de Sceaux, actes à paraître aux Archives de France.

2° Journées d'étude tenues à Aix-en-Provence les 21 et 22 novembre 2005 à la Phonothèque de la MMSH, sous la direction de F. Descamps et Véronique Ginouvès, *La valorisation des archives sonores : le documentaliste, le juriste et l'historien*, cf. le site de l'Association des détenteurs d'archives sonores (AFAS), <http://afas.imageson.org/document187.html>. Voir notamment la contribution de L. Le Draoullec, « L'utilisation des corpus oraux à des fins culturelles : quels contrats mettre en œuvre ? », 14 mars 2006, consultable sur le site de l'AFAS <http://afas.imageson.org/document622.html>, consulté le 10 septembre 2009.

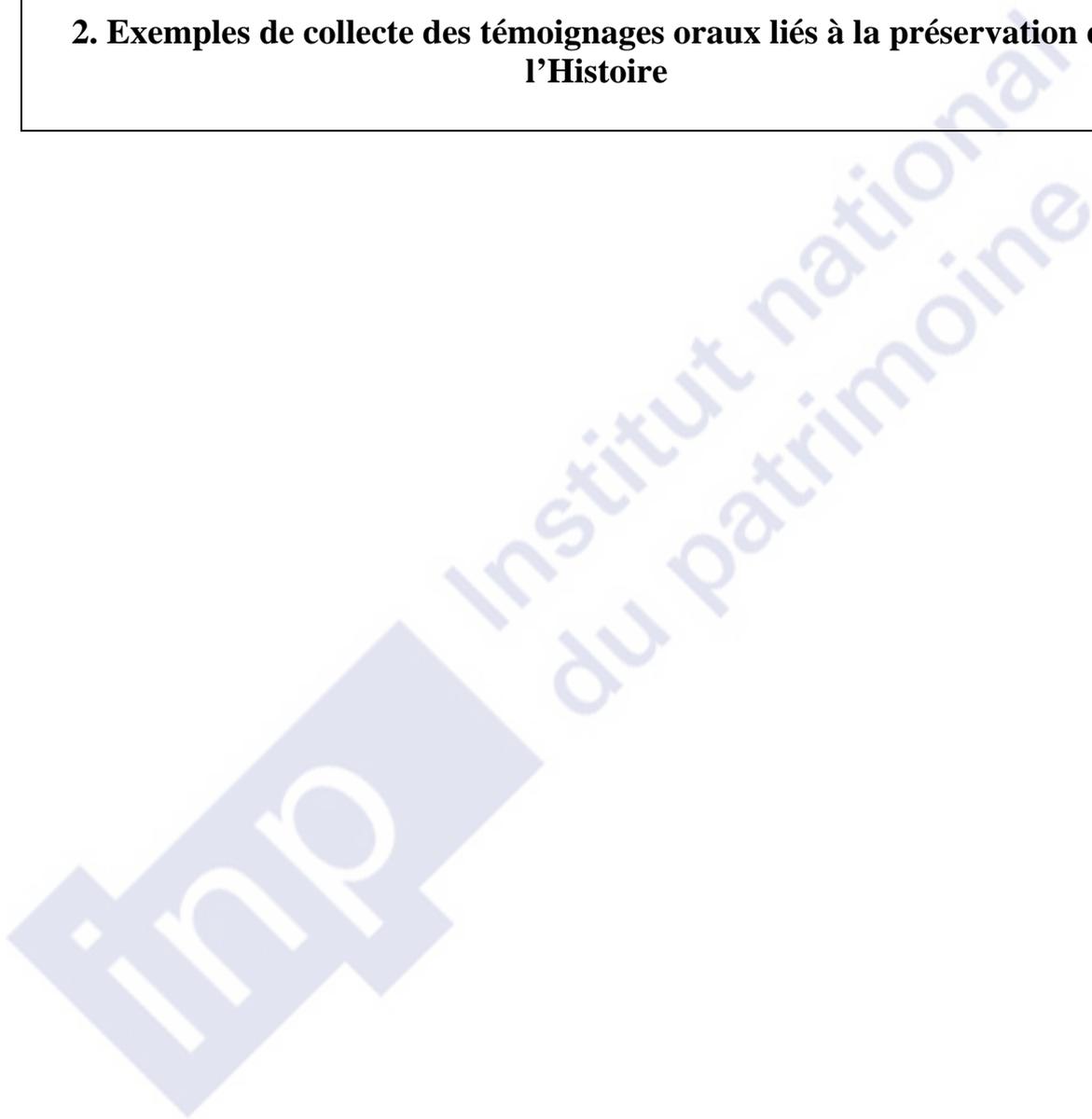
3° Journée d'étude organisée avec Claire Givry (CNRS) le 26 juin 2006 à l'EPHE, consacrée à *l'écriture sonore*, autour du livre de Daniel Deshayes, *50 questions pour une écriture du son*, Paris, 2005.

4° Journée d'étude du 19 septembre 2008 à Aix-en-Provence : « Collecter, organiser les archives de la recherche en sciences humaines et sociales. Les archives sonores et audiovisuelles », sous la direction de F. Descamps et V. Ginouvès responsable de la Phonothèque de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, dans le cadre du

programme Archives des Sciences Humaines et Sociales (ARSHS). Compte rendu rédigé par F. Descamps et consultable dans *Les carnets de la Phonotheque*, <http://phonotheque.hypotheses.org/191>



**2. Exemples de collecte des témoignages oraux liés à la préservation de l'Histoire**



**La constitution d'un fonds d'archives orales.  
Fondation pour la Mémoire de la Déportation, 2008.**

[http://www.fmd.asso.fr/updir/20/la\\_1.pdf](http://www.fmd.asso.fr/updir/20/la_1.pdf)

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Analyser un fonds de témoignages audiovisuels de survivants des camps nazis.**

**Hélène Wallenborn.**

*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2006.*

<http://afas.imageson.org/document396.html> Consulté le 10.07.2009

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Utilisation croisée de corpus oraux sur la guerre d'Algérie. Hélène Bracco.**  
*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2008.*  
<http://www.imageson.org/document1056.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Interroger l'histoire et l'actualité des descendants d'Arméniens : la création d'une collection sonore aux archives départementales des Bouches-du-Rhône et à la phonothèque de la maison méditerranéenne des sciences de l'homme. Corinne Cassé, Laetitia Nicolas.**

*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2008*

<http://www.imageson.org/document1033.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)

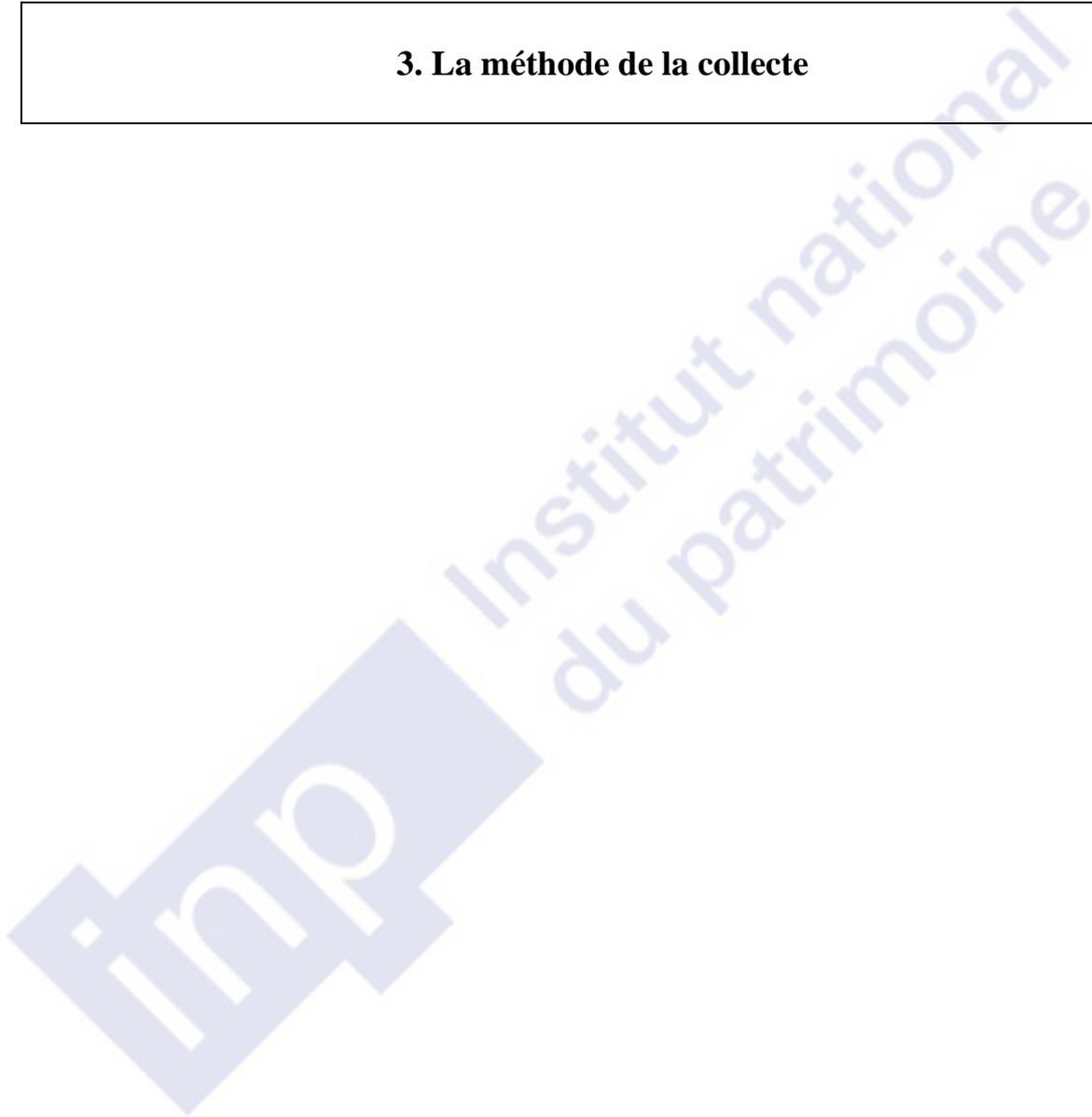


**Etude de la migration corse au 20<sup>e</sup> siècle à Marseille : l'apport du témoignage oral,  
Marie-Françoise Attard-Maraninchi.**  
*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2006.*  
<http://afas.imageson.org/document731.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



### **3. La méthode de la collecte**



## Petit vade mecum pour la collecte d'archives orales

### I Définition du projet

- définition des objectifs de la collecte de témoignages oraux (patrimoine, opération mémoire ou de commémoration, histoire, enquête de sciences sociales, action culturelle, transmission de savoirs-faire etc.) et rédaction d'une note de présentation ou de problématique.
- définition des « produits » d'exploitation : ouvrage ou articles scientifiques, simple consultation-audition en salle, diffusion en colloque, anthologie thématique, ouvrage grand public ou beau-livre, bornes sonores dans une exposition, réalisation d'un disque audio ou d'un DVD, film documentaire, émission de TV, mise en ligne sur intranet ou sur internet, lectures à haute voix, parcours sonores et oraux en musée, représentations théâtrales etc...
- définition et constitution du corpus de témoins en fonction des objectifs retenus ; détermination des critères de choix (âge, génération, sexe, catégorie socio-professionnelle, acteurs ou témoins, échantillonnage, positionnement social ou hiérarchique, territoire géographique, appartenance culturelle, ethnique ou religieuse etc.)
- définition de la méthode d'entretien en fonction des objectifs retenus (entretien directif, semi-directif, libre; récit autobiographique ou entretien thématique, récit d'expérience, récit de pratiques etc.). Détermination du temps éventuel à consacrer à l'enquête et à chaque témoin.
- définition des moyens d'enregistrement (simple enregistrement sonore ou recours à l'audiovisuel) et achat du matériel (enregistreur, micros, ordinateur, logiciels de transcription ou de traitement du son etc.)
- recrutement éventuel d'enquêteurs ou de techniciens du son ou de l'image, mise au point des contrats de travail et des rémunérations
- détermination du partenaire patrimonial pour la conservation et la diffusion des témoignages oraux (convention, partenariat, Musée, Archives, Associations etc.)
- définition du lieu d'entretien et mise en place des meilleures conditions d'enregistrement (chasse aux bruits)
- détermination et définition des contrats de cession de droits
- définition des instruments de travail ou des documents-ressources à fournir à la fin de l'enquête (fiches analytiques, fiches chrono-thématiques, transcriptions, film documentaire, rushes, résumés, analyses, rapport d'enquête, réécriture etc...)
- détermination du budget et du cahier des charges

### II Préparation de l'enquête

- bibliographie, dépouillements d'archives ou de la documentation correspondant aux objectifs de l'enquête
- préparation individuelle de chaque entretien (bibliographie, recherches biographiques sur le témoin, dépouillement éventuel d'archives ou de la source imprimée etc.)
- prise de connaissance et apprentissage du matériel
- préparation de la grille d'entretien ou du *scénario d'entretien*
- présentation de soi (enquêteur) et de l'enquête

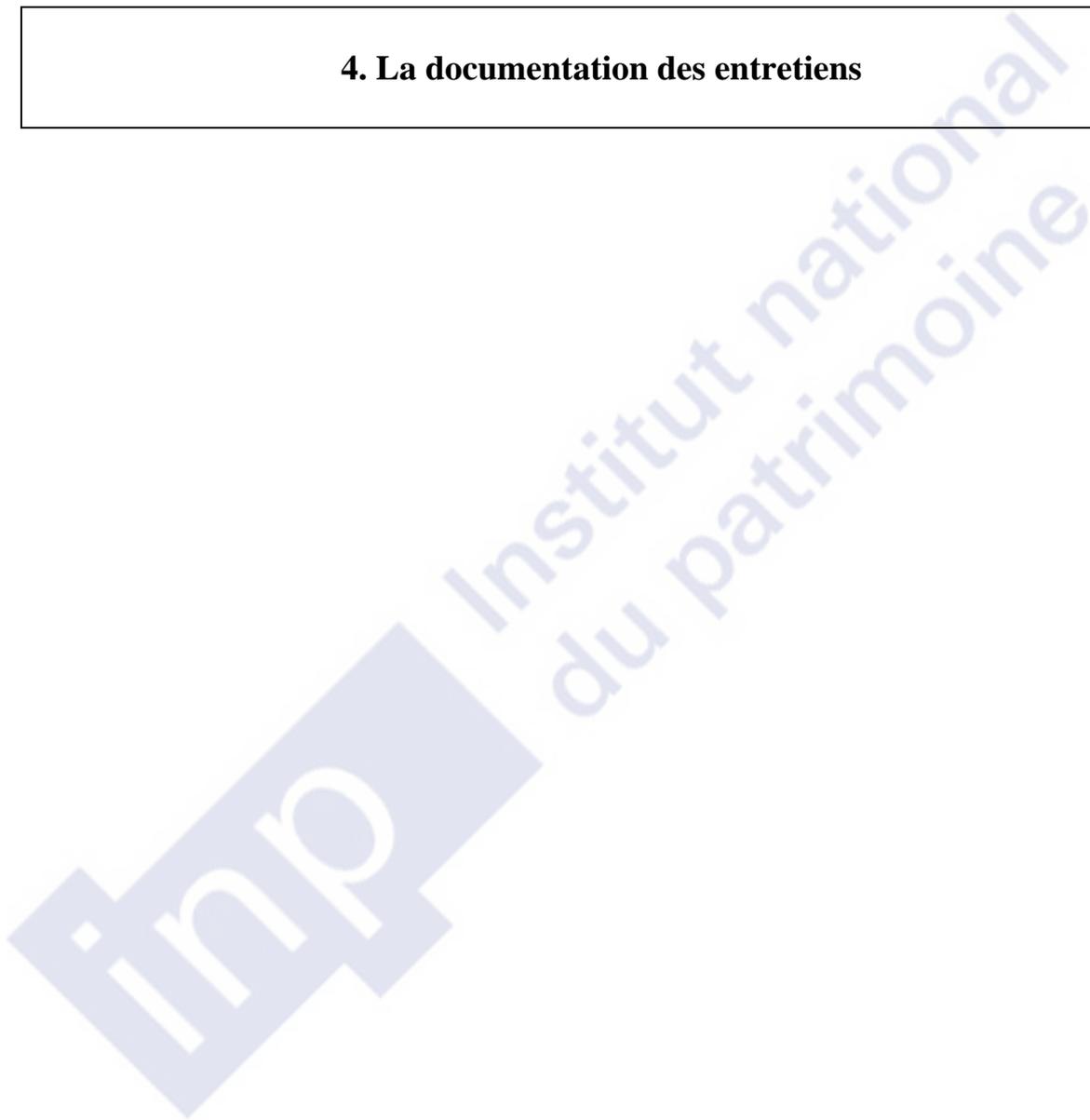
### III La conduite de l'entretien

- premières phrases, premières questions, premières réponses
- dérouler un questionnaire, circuler dans la grille d'entretien
- écouter, comprendre, le secret de l'*empathie*
- relancer et rebondir
- pratiquer une réécoute attentive et critique des enregistrements
- reprendre et approfondir lors d'une seconde séance
- conclure
- 

### IV Documenter les entretiens (voir infra)



#### **4. La documentation des entretiens**



## Documentation d'une collection de témoignages oraux

On veillera à constituer un dossier d'enquête le plus complet possible sur l'ensemble de la collection. Rappelons qu'une collection non documentée n'est guère utilisable.

Ce dossier pourra comporter :

-une note de synthèse sur le contexte et les objectifs de la collecte de témoignages, sur le corpus des témoins, sur la méthode d'entretien choisie, sur le matériel utilisé, sur les commanditaires (producteurs) et le choix des prestataires (intervieweurs-auteurs).

-les (les) questionnaire(s) ou grille(s) de questions utilisé(s)

-la bibliographie et les fonds d'archives éventuellement utilisés

-la correspondance avec les commanditaires

-la correspondance avec les interviewés-auteurs

-les éventuels carnets d'enquête des intervieweurs

-les fiches chronothématiques (fiches analytiques). Voir infra.

-les éventuelles transcriptions

-les archives privées et les photographies données par les interviewés

-les contrats de cession de droits concernant le sort des entretiens, des transcriptions et des documents donnés par l'interviewé.

-les éventuelles exploitations qui en ont été faites (articles, ouvrages, exposition etc...)

Florence Descamps, 2009

## FICHE CHRONO THEMATIQUE

### TITRE:

Nom de l'enquêteur :	Personnalité :	Total Entretien	Nombre d'entretien (rencontre) en chiffre 3	du	Date du premier entretien 18 janvier 2009
Prénom Nom (taille14)	Prénom Nom (taille 16 )	Total Fichier audio	Nombre de fichiers audio en chiffre 4	au	Date du dernier entretien 12 février 2009

### SOUS PARTIES

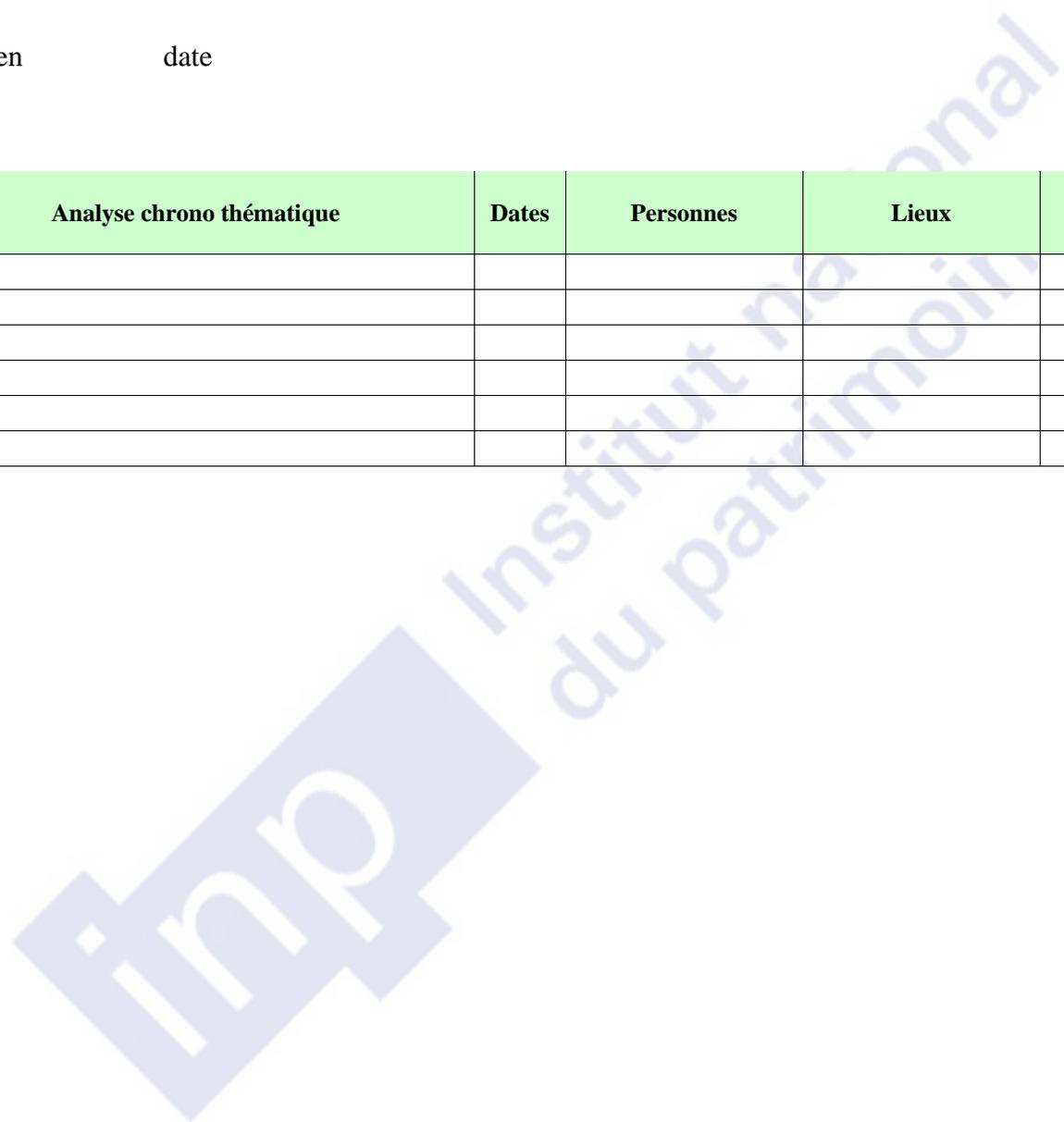
Entretien 1 fichier wav- XX1.wav du 18 janvier 2009 séquence 1 à 14

Entretien 2 fichier wav – XX1.wav du 25 janvier 2009 séquence 1 à 10

Entretien 3 fichier wav – XX1.wav du 12 février 2009 séquence 1 à 12

Nom prénom                      Entretien                      date

Séquence	Durée	Analyse chrono thématique	Dates	Personnes	Lieux	Organismes	Grands thèmes et Contexte politique



## GUIDE INDICATIF DE SAISIE DES FICHES CHRONO THEMATIQUES (par entretien)\*

### TITRE

Nom de la personnalité interviewée

Nom de l'intervieweur

Date de l'entretien

N° ou cote du fichier

Nombre de séquences dans l'entretien

\* D'après un modèle mis au point au sein de la Mission Archives Nationales du ministère de l'Intérieur.

Séquence	Durée	Analyse chrono thématique	Dates	Personnes	Lieux	Organismes	Grands thèmes et Contexte politique
----------	-------	---------------------------	-------	-----------	-------	------------	---

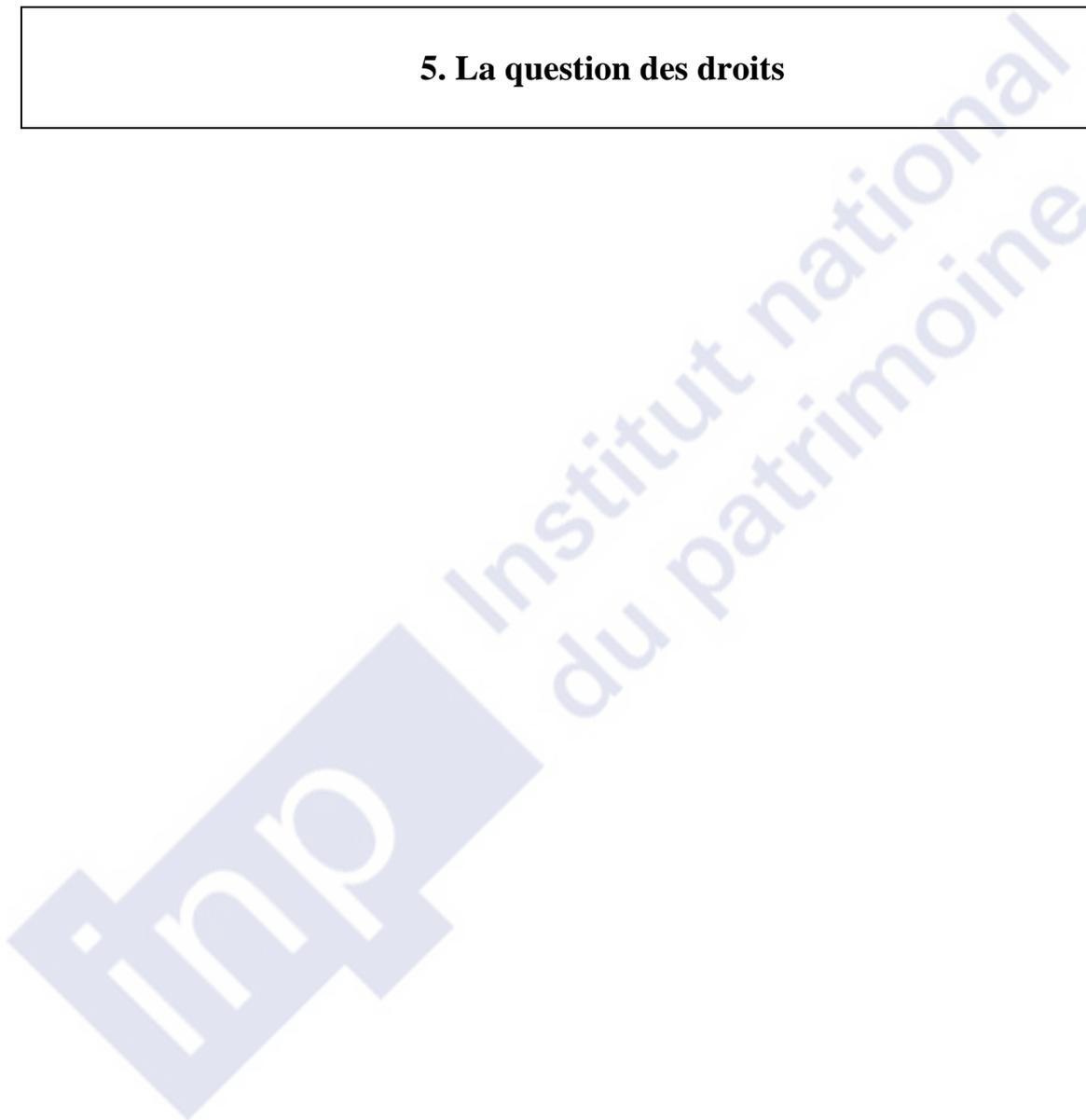
Séquence	Durée	Analyse chrono thématique	Dates	Personnes	Lieux	Organismes	Grands thèmes et Contexte politique
8	<p>Saisie sous cette forme : 00h00min</p> <p>00h31min</p> <p>Texte aligné à gauche sans retrait.</p>	<p>Texte libre. Développer les abréviations.</p> <p>Ne jamais saisir la même information sous des formes différentes :</p> <p>De Gaulle Charles De Gaulle Général De Gaulle</p> <p>Texte aligné à gauche sans retrait.</p> <p>La saisie de chaque phrase sera terminée par un point suivi d'un saut de paragraphe sauf la dernière ligne qui finira par un point.</p>	<p>XXXX-XXXX</p> <p>1956-1959</p>	<p>Saisie en romain capitales.</p> <p>L'élément d'entrée (c'est-à-dire le premier terme de l'entrée d'index) pour les noms de <u>personnes physiques</u> est le patronyme ; le prénom constitue l'élément rejeté sauf pour les personnes identifiées par leur prénom ou leur pseudonyme.</p> <p>LATTRE DE TASSIGNY Jean de, LECLERC DE HAUTECLOQUE général LECLERC dit,</p> <p>Pour les <u>noms propres</u> il est recommandé d'utiliser la forme du nom la plus récente ou la plus couramment utilisée.</p>	<p>Saisie en italique minuscule, initiale majuscule</p> <p>Metz (Moselle)</p> <p>Les <u>noms géographiques</u> doivent être accompagnés de qualificatifs pour éviter tout risque de confusion entre des homonymes.</p> <p>Loire (département)</p> <p>Loire (fleuve)</p>	<p>Saisie en romain minuscule, initiale majuscule</p> <p>Les noms de <u>personnes morales ou de collectivités</u> doivent être donnés sous la forme la plus complète possible et sans inversion, mais en omettant l'article initial.</p> <p>Ecole nationale d'administration (ENA)</p>	<p>Saisie en romain minuscule.</p> <p>Les termes d'indexations contexte politique pourront être enrichis.</p> <p>Texte aligné à gauche sans retrait. Pas de caractère espace en fin. La saisie de chaque thème sera suivie d'une virgule et d'un saut de paragraphe « ¶ ». Le dernier thème sera suivi de rien soit « »</p>

Séquence	Durée	Analyse chrono thématique	Dates	Personnes	Lieux	Organismes	Grands thèmes et Contexte politique
				<p>On doit distinguer les homonymes en ajoutant un qualificatif tel que des dates, une fonction ou un titre. REYNIER Yves (préfet), REYNIER Yves (président du conseil général)</p> <p>Texte aligné à gauche sans retrait. Pas de caractère espace en fin. La saisie de chaque nom prénom fonction sera suivi d'une virgule et d'un saut de paragraphe. Le dernier nom sera suivi de rien soit «»</p> <p>DE GAULLE Charles (général)</p>	<p>Texte aligné à gauche sans retrait. Pas de caractère espace en fin. La saisie de chaque lieu sera suivie d'une virgule et d'un saut de paragraphe. Le dernier lieu sera suivi de rien soit «»</p>	<p>Texte aligné à gauche sans retrait. Pas de caractère espace en fin. La saisie de chaque institution sera suivie d'une virgule et d'un saut de paragraphe. La dernière institution sera suivi de rien soit «»</p>	

**EXEMPLE CONCRET avec l'affichage Afficher/Masquer « icône »**

Séquence	Durée	Analyse chrono thématique	Dates	Personnes	Lieux	Organismes	Grands thèmes et Contexte politique
15	00h38min	Les commissaires de la République; premières réunions sous la houlette d'E. Laffon.  Voyage du Premier Ministre britannique en France en novembre 1944.  Les circonstances du départ d'E. Laffon pour l'Allemagne.	1944-1945	BERTAUX Pierre, LAFFON Emile, TIXIER Adrien, FARGE Yves, CASSOU Jean, ZAY Jean, BOUHEY Jean, MAIREY Jean, DEBRE Michel, AUBRAC Raymond, CHURCHILL Winston, KOENIG Marie Pierre	Toulouse (Haute-Garonne), Bourgogne (Région), Angers (Maine et Loire), Marseille (Bouches-du-Rhône), Allemagne	Gestapo, Réseau du musée de l'Homme	Occupation française en Allemagne, Résistance, Libération
18	00h 50 min	La préparation des voyages présidentiels par la Direction générale de la sûreté nationale et le Directeur des protocoles.  Visites en Amérique du Sud (Brésil, Chili, Bolivie).	1964-1966	DE GAULLE Charles, PONCHARDIER Pierre, FREY Roger, PINOCHET Augusto	Brésil, Chili, Bolivie, Etats-Unis	Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) (Ministère de l'intérieur), Organisation de l'armée secrète (OAS)	Voyage officiel
62	01h30min	Retour sur mai 1968. Les critiques contre le préfet de police.  La position du ministre de l'Intérieur.  Le rôle de la presse.	1968	PAPON Maurice, POMPIDOU Georges, FOUCHET Christian, CLAVEL Maurice		Préfecture de Police (PP), Front de libération nationale (FLN), « Le Figaro »	Guerre d'Algérie, Police nationale, Evènements de mai 1968, Presse

## **5. La question des droits**



**L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation,  
Florence Descamps.**

*Histoire@Politique, la revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po, n°3, 2007.*

<http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=autres-articles&item=24>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**L'utilisation des corpus oraux à des fins culturelles : quels contrats mettre en œuvre ?  
Ludovic Le Draoullec.**

*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2006.*  
<http://afas.imageson.org/document622.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Journées d'étude MMSH. La valorisation de archives sonores : le documentaliste, le juriste et le chercheur.**  
**Michèle Battisti.**

*Documentaliste-Sciences de l'information*, Paris, vol.43, n°1, 2006, pp. 53-56

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=DOCSI&ID\\_NUMPUBLIE=DOCSI\\_431&ID\\_ARTICLE=DOCSI\\_431\\_0053](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=DOCSI&ID_NUMPUBLIE=DOCSI_431&ID_ARTICLE=DOCSI_431_0053)

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**6. Inventaire des fonds sonores**



**Inventaire des fonds sonores édités patrimoniaux dans les collections publiques en France.**

**Pascal Cordereix ; Elisabeth Giuliani.**

*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2008.*

<http://afas.imageson.org/document1140.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Vers un inventaire collectif des collectes sonores de terrain à caractère folklorique et ethnographique conservées à la Bibliothèque nationale de France, au Centre de recherche en ethnomusicologie (CREM)- Musée de l'homme, au Musée national des arts et traditions populaires (MUCEM) et au Musée Guimet. Pascal Cordereix.**

*Imageson.org, 2008.*

<http://www.imageson.org/document1058.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



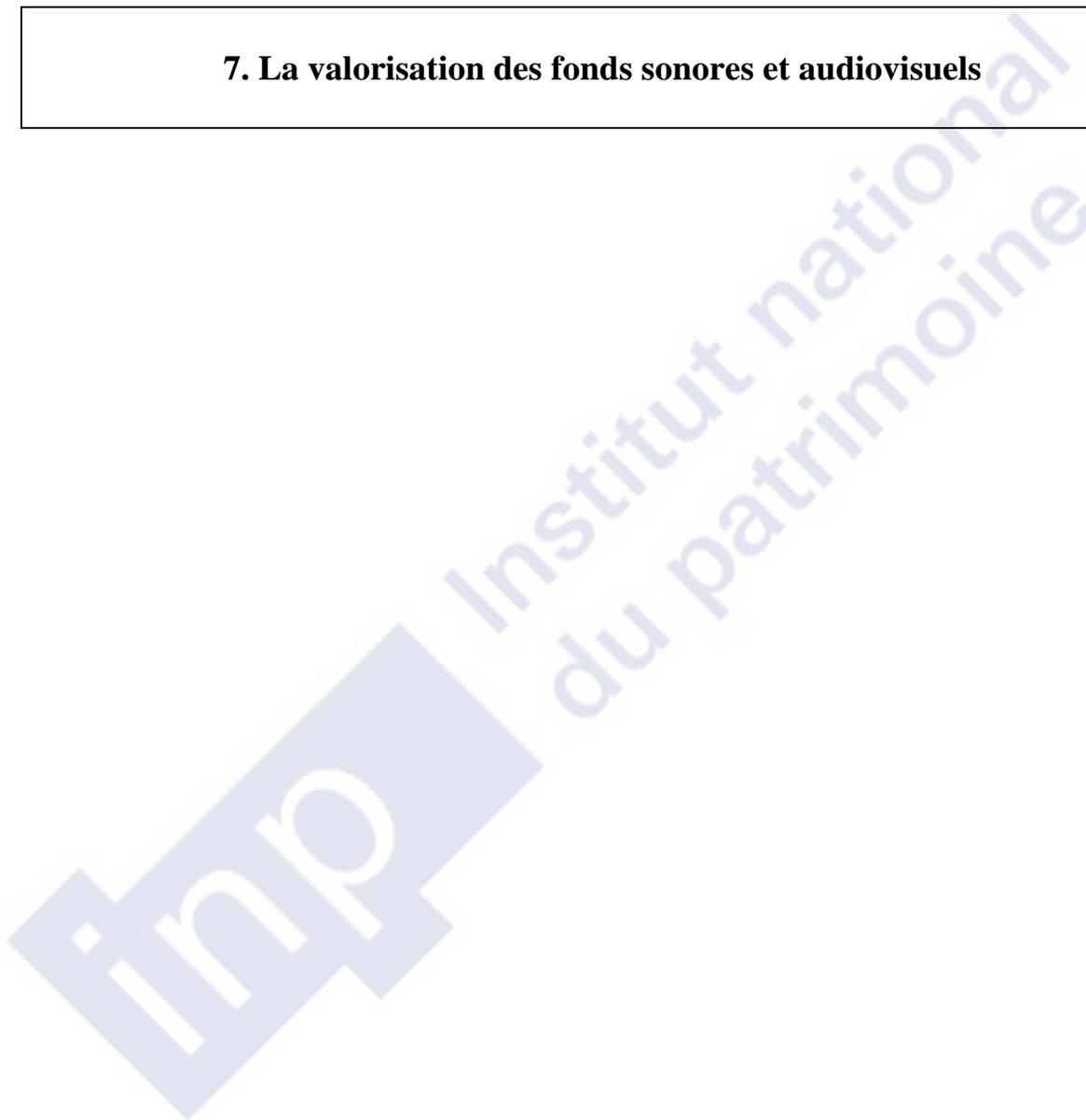
**Archives sonores du patrimoine oral en France : où consulter ?** **Véronique Ginouvès.**  
*Imageson.org, 2007.*

<http://www.imageson.org/document658.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



## **7. La valorisation des fonds sonores et audiovisuels**



**Mettre à disposition ou réutiliser des corpus sonores et audiovisuels en SHS.**

**Florence Descamps.**

***Imageson.org, 2008.***

<http://www.imageson.org/document1038.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



**Et si on ajoutait l'image au son ? Quelques éléments de réflexion sur les entretiens filmés dans le cadre d'un projet d'archives orales. Florence Descamps.**

*AFAS - Association française des détenteurs de documents sonores et audiovisuels, 2005.*

<http://afas.imageson.org/document34.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



## **L'utilisation du témoignage oral au CHRD**

Le témoignage oral est un élément constitutif du CHRD. Il se décline dans l'activité de notre institution en deux volets essentiels :

- L'intervention directe des témoins au sein de l'établissement et leur médiation quasi-quotidienne auprès du public scolaire.
- Une collecte soutenue de témoignages audiovisuels, orchestrée de façon méthodique dès avant l'inauguration du CHRD, le 15 octobre 1992.

Ce contexte atypique trouve son origine

- dans la part active prise par les associations locales de résistants et/ou déportés dans la création du CHRD, fruit de leur mobilisation féconde pour obtenir de la municipalité un établissement au rayonnement certes local, mais aussi national et international, à la hauteur du rôle joué par la ville de Lyon, « capitale de la Résistance », au moins jusqu'en juin 1943, date de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire.

Tout naturellement, l'intervention au sein de l'établissement de ces « porteurs de la mémoire » s'est imposée comme un élément structurant de nos actions de médiation. Cette synergie compte parmi nos spécificités. On la doit à l'investissement sans faille des témoins, auxquels une exposition en cours rend hommage.

- dans la conjonction d'un contexte national et local connotés au début des années 1990 et d'une volonté politique d'y répliquer, en créant un symbole fort, le CHRD, lui assignant une mission pédagogique et civique de premier plan dans la cité. Parmi les outils majeurs pour interpeller sur les drames du passé, afin qu'ils ne se reproduisent plus et susciter la réflexion sur le sens de l'engagement, la force du témoignage fut privilégiée. Une collecte sans précédent fut organisée, comme autant de dépositions à verser pour servir l'Histoire et la Mémoire et amener la jeune génération à opérer ses choix au présent, dans une démarche citoyenne.

Ces deux volets distincts dans leurs procédures, mais néanmoins complémentaires, ne vont pas sans questionnement.

On présentera et on s'interrogera de fait :

- sur le rôle campé par le témoin lors de ses interventions auprès des scolaires, sur les attendus de sa médiation par les enseignants, sur l'apport pédagogique de sa prestation, sur l'accompagnement de notre institution à sa valorisation.
- sur la légitimité de la politique de collecte de témoignages au CHRD, les choix méthodologiques opérés, la chronologie des campagnes menées, le statut à accorder à cette matière « engrangée ».

On s'arrêtera plus longuement sur ce second volet, pour en mesurer la complexité

- inhérente à la pérennité dans laquelle le témoignage recueilli s'inscrit, à l'épreuve de contraintes tant juridiques que de conservation.

- inhérente aussi au statut à accorder au témoignage oral, enjeu de querelles d'historiens, que nous alimentons de fait, non sans être partie prenante de ce débat, sur un plan strictement scientifique.

Notre mission est cependant de valoriser ce fonds :

- en le portant à la connaissance et en le rendant accessible à un large public par un traitement documentaire approprié : référencement dans la base de données de la Bibliothèque municipale, dont le centre de documentation est pôle associé, mise à disposition en interne d'outils de repérage (résumés synoptiques).
- en favorisant les travaux universitaires autour de cette « matière ».
- en procédant au transfert en format numérique des masters, afin de pérenniser ce fonds dans le cadre de nos missions de « Musée de France », prenant le parti de faire accéder ce fonds au statut de « collection ».
- en associant les témoignages à des manifestations ponctuelles : expositions temporaires, Journées du patrimoine, Nuit des musées, conférences, commémorations, journées d'études, diffusion sur le Web...

Le devenir à moyenne échéance de cette matière, une fois la génération de témoins directs éteinte, laisse planer des inconnues, sur lesquelles chacun spéculé, sans vraiment avancer de certitudes : une réflexion de fonds reste à mener, dans ce temps transitoire du passage de la Mémoire à l'Histoire.

Chantal Jorro, 3 février 2008

**Valorisation de l'archive sonore à la phonothèque de la MMSH.**

**Véronique Ginouvès ; Jean-Christophe Peyssard.**

***Imageson.org, 2005.***

<http://www.imageson.org/document516.html>

(Ctrl + clic pour télécharger la fiche)



## Orientation bibliographique

préparée par Florence Le Corre, Centre de ressources documentaires de l'INP avec la collaboration de Florence Descamps

Les ouvrages et articles précédés d'un \* peuvent être consultés au centre de ressources documentaires

### 1. La mémoire ; sa patrimonialisation : repères

Becker, Jean-Jacques ; Callu, Agnès ; Gillet, Patricia. *La Quatrième République : des témoins pour l'histoire.*

Paris, Honoré Champion Editeur, 1999. 253 p.

\**Collecter la mémoire de l'autre.*

La Crèche, Geste éditions, 1991. 137 p.

*Devoir de mémoire, droit à l'oubli.* Sous la dir. de Thomas Ferenczi.

Paris, Complexe, 2002. 281 p.

Le Goff, Jacques. *Histoire et mémoire.*

Paris, Gallimard, 1988. 406 p.

(Folio Histoire, n° 20)

\**Les lieux de mémoire.* Sous la dir. de Pierre Nora.

Paris, Gallimard, 1984-1993. 7 volumes

\*Rautenberg, Michel. *La rupture patrimoniale.*

Bernin, A la croisée, 2000. 173 p.

Wallenborn Hélène. *L'historien, la parole des gens et l'écriture à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.*

Loverval, Labor, 2006. 195 p.

Wierviorka, Annette. *L'ère du témoin.*

Paris, Hachette, 2002. 190 p.

(Pluriel)

### 2. Les archives orales

#### 2.1. Généralités

\* « Les archives orales : bilan, enjeux et perspectives ». Actes du colloque de la section des archives communales et intercommunales de l'AAF 2008.

*La Gazette des archives*, n° 211, année 2008-3, 238 p.

\*Descamps, Florence. *L'historien, l'archiviste et le magnétophone*.

Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001. 864 p.

\**Les sources orales et l'histoire : récits de vie, entretiens, témoignages oraux*. Sous la dir. de Florence Descamps.

Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006. 287 p.

Accessible pour lecture sur internet :

[http://books.google.fr/books?id=NUP1DT6JsQgC&pg=PA279&lpg=PA279&dq=%22paroles+d'arcbivistes%22++mai+2002&source=bl&ots=-mnnZ\\_AF5&sig=lzczD-dtiYDC60iYS1VqblhnPts&hl=fr&sa=X&oi=book\\_result&resnum=2&ct=result#PPP1.M1](http://books.google.fr/books?id=NUP1DT6JsQgC&pg=PA279&lpg=PA279&dq=%22paroles+d'arcbivistes%22++mai+2002&source=bl&ots=-mnnZ_AF5&sig=lzczD-dtiYDC60iYS1VqblhnPts&hl=fr&sa=X&oi=book_result&resnum=2&ct=result#PPP1.M1)

\**Patrimoine sonore et audiovisuel français, entre archive et témoignage : guide de recherche en sciences sociales*. Sous la dir. de Agnès Callu et Hervé Lemoine.

Paris, Belin, 2005. 7 vol.

« Questions à l'histoire orale ». Table ronde du 20 juin 1986, Institut d'Histoire du temps présent.

*Les Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, Paris, n° 4, 1987, 112 p.

Sur les archives orales relatives à la Résistance et la déportation :

\*Heritier, Laurence ; Jeanpierre, Sébastien. « Contribution des témoignages individuels à la mémoire de la Résistance et de la déportation ». In : *La mémoire de la Résistance et de la déportation en Haute-Saône*. Actes de la table ronde, Vesoul, 15 septembre 2003.

Vesoul, Conseil général de la Haute-Saône, 2005, pp. 41-45

## **2.2. Le recueil de témoignages : principes, moyens techniques et conservation**

Beaud, Stéphane ; Weber, Florence. *Guide d'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*.

Paris, La Découverte, 1997. 356 p.

\*Calas, Marie-France ; Tourtier-Bonazzi, Chantal de. « L'enquête orale : technique d'un enregistrement sonore en vue de sa conservation ».

*Historiens et géographes*, Paris, n. 295, juin-juillet 1983, pp. 1048-1050

\*Calas, Marie-France ; Fontaine, Jean-Marc. *La conservation des documents sonores*.

Paris, CNRS, 1996. 203 p.

\*Copans, Jean. « L'enquête orale ». In : *L'enquête ethnologique de terrain*.

Paris, Nathan, 1999. 127 p.

\**Corpus oraux. Guide des bonnes pratiques*. Coord. par Olivier Baude.

Paris, CNRS Editions, 2006.

\*Courty, Michel. *Techniques sonores du témoignage et des archives : recueil du témoignage oral et conservation des enregistrements anciens*.

Vincennes, Service historique de l'Armée de terre, 2003. 487 p.

Duchesne, Sophie ; Haegel François. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien collectif*.

Paris, A. Colin, 2008. 128 p.

\*Gendre, Claude. *Enregistrement et conservation des documents sonores : des accessoires au compact disc*.

Paris, Eyrolles, 2000. 262 p.

\*Gendre, Claude ; Fontaine, Jean-Marc ; Gioux, Andrée. *L'oral en boîte : guide pratique pour la collecte et la conservation des enregistrements sonores*. Publié avec le concours de la Mission du patrimoine ethnologique.  
Paris, Association française d'archives sonores, 1984. 56 p.

\*Plume, Dominique. « Archives sonores : patrimoine immatériel, statuts et problématiques de conservation ».  
*Musées et collections publiques de France*, n° 241, 2004/1, pp. 25-29

*Problèmes de méthode en histoire orale*. Table ronde du 20 juin 1980, Institut d'Histoire du temps présent.  
Paris, CNRS ; Institut d'Histoire du temps présent, 1981. 81 p.

« Le son numérique : production, conservation, diffusion ». Actes des journées d'études organisées par l'AFAS à Paris les 26 et 27 mai 1994.  
*Sonorités, Cahiers du patrimoine sonore et audiovisuel de l'AFAS*, n° 2, Paris, 1996.

\*Veillon, Dominique. « Technique de l'entretien historique ». In : *La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales*. Sous la dir. de Danièle Voldman.  
*Cahier de l'Histoire du temps présent*, n° 21, 1992.  
Accessible sur internet : <http://www.ihp.cnr.fr/spip.php%3Farticle240&lang=fr.html>

### 2.3. Valorisation et diffusion des archives orales

Bonnemason, Bénédicte ; Ginouvès, Véronique ; Pérennou, Véronique. *Guide d'analyse documentaire du son inédit : pour la mise en place de banques de données*.  
Parthenay, Modal, 2001. 186 p.

\*Descamps, Florence. « Et si l'on ajoutait l'image au son ? Quelques réflexions sur les entretiens filmés ».  
*La Gazette des archives*, n° 196, mars 2005, pp. 95-122

\*Ginouvès, Véronique. « Analyse documentaire des documents sonores inédits et édités pour la mise en place des bases de données ». Actes du 119<sup>e</sup> congrès des sociétés historiques et scientifiques, Amiens, 26-30 octobre 1994. Sous la dir. de Nicole Belmont et Jean-François Gossiaux. In : *De la voix au texte : l'ethnologie contemporaine entre l'oral et l'écrit*.  
Paris, Ed. du CTHS, 1997, pp. 247-253

\*Moss, William W. ; Masikana, Peter C. *Archives, histoire orale et tradition orale : une étude RAMP* [Records and Archives Management Programme]  
Paris, Unesco, 1986. 84 p.

\*ISAD (G) : *norme générale et internationale de description archivistique*.  
Ottawa, Conseil international des archives, 2000. 93 p.  
Accessible sur internet : [http://www.ica.org/sites/default/files/isad\\_g\\_2f.pdf](http://www.ica.org/sites/default/files/isad_g_2f.pdf)

\**Le témoignage oral aux archives. De la collecte à la communication*. Sous la dir. de Chantal Tourtier-Bonazzi.  
Paris, Direction des archives de France, 1990. 104 p.

### Exemples d'inventaires d'archives orales dans quelques institutions :

\*Lemoine, Hervé. *Histoire orale : inventaire des séries 3K et 4K*.  
Vincennes, Service historique de l'Armée de Terre, T. 1, 1997. 302 p.

\*Lemoine, Hervé. *Histoire orale : inventaire des séries 3K et 4K*.  
Vincennes, Service historique de l'Armée de Terre, T. 2, 2001. 527 p.

Ruffray, Françoise de. *Histoire orale : inventaire des témoignages*.  
Vincennes, [Service historique de l'Armée de Terre], T. 1, 1988.

Ruffray, Françoise de. *Histoire orale : inventaire des témoignages*.  
Vincennes, [Service historique de l'Armée de Terre], T. 2, 1993.

## **2.4. La question des droits**

### **2.4.1. Le droit des archives orales**

\*Descamps, Florence. Faut-il légiférer sur les archives orales ?  
*Revue administrative*, n° 321, mai-juin 2001, pp. 276-281

\*Descamps, Florence. L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation.  
*Histoire@Politique. Politique, culture et société*, revue en ligne, N°3, novembre-décembre 2007,  
[www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

\*Elgey, Georgette, *Les archives orales. Rôle et statut*.  
Paris, Journal officiel, janvier 2001. 76 p.  
(Avis et Rapports du Conseil économique et social)

\*Le Draoullec, Ludovic, « L'utilisation des corpus oraux à des fins culturelles : quels contrats mettre en œuvre ? », 14 mars 2006, consultable sur le site de l'AFAS  
<http://afas.imageson.org/document622.html> , consulté le 10 septembre 2009.

#### **2.4.1.2. Le droit de et à l'image**

\*Perrin, Valérie ; Burnichon, Danielle. *L'iconographie : enjeux et mutations*.  
Paris, Cercle de la librairie, 2007. 314 p.

\*Stérim, Anne-Laure. *Guide pratique du droit d'auteur : utiliser en toute légalité textes, photos, films, musiques, internet*.  
Paris, Maxima, 2007. 537 p.

#### **2.4.1.3. La diffusion des œuvres numérisées**

\*Loi n°2006-961 du 1 août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information.

Accessible sur internet :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000266350&dateTexte=>

### **Sites internet :**

Association française des détenteurs de documents audiovisuels et sonores (AFAS) :

<http://afas.imageson.org/>

International Association of Sound and Audiovisual Archives : <http://www.iasa-web.org>

Oral History review, Oral History Association, USA : <http://www.oralhistory.org/>

Words and Silences, International Oral History Association : <http://www.ioha.fgv.br> ;

